

2161

L'AMÉRIQUAIN
AUX ANGLOIS,
OU
OBSTÈRVAIXONS
D'UN MEMBRE
DES ÉTATS UNIS DE L'AMERIQUE,
A DIVERS MINISTRES
D'ANGLETERRE,
TRADUIT PAR M. D. B***.



A..., (Antoine)

R

A PHILADELPHIE.

M. DCC. LXXXI.





LETTERS
D'UN MEMBRE
DU
CONGRÈS AMÉRIQUAIN,
A DIVERS MEMBRES
DU
PARLEMENT D'ANGLETERRE.

LETTER PREMIERE.

ANTOINE A... au Comte B. R.

VOTRE DERNIER BILL vient de soulever toute l'Amérique. Plusieurs Provinces se sont opposées ouvertement à son exécution : d'autres ont fait à ce sujet des Remontrances auxquelles le Ministère n'a pas daigné faire attention. J'appréhende que cette seconde partie de notre Gouvernement, jalouse de notre bonheur, n'ait formé quelque projet dangereux contre notre

A

2 LETTE D'UN MEMBRE

Liberté, & ne cherche à établir son pouvoir en semant la discorde parmi nous. Je ne confie qu'à toi seul mes craintes, mon Ami ; quoique tu sois membre de ce Sénat, d'où dépend notre destinée, je pense trop bien de toi, pour croire que tu embrasseras le parti de l'oppression. Tu sais que j'ai prodigué plusieurs fois ma vie pour le bien général de la Nation ; j'ai même juré de lui sacrifier jusqu'à mon dernier soupir, mais aussi je me suis promis de mourir libre ; & si une partie cherche à opprimer l'autre, dès ce moment l'opresseur ne m'est plus rien, je me donne tout entier à celle qu'on veut opprimer, & je ne reconnois pour vrais Citoyens que ceux qui penseront comme moi.

Je viens de t'ouvrir mon ame toute entiere, mon Ami, j'ose exiger de toi que tu emploies ton crédit & tes talens à détourner les maux qui nous menacent. Pour moi, je vais tâcher de réunir les esprits ; je vais les éclairer sur leurs véritables intérêts : j'ai trop bonne opinion du courage des Amériquains, pour croire que le moment soit venu d'en faire des esclaves. Puisque nos Ennemis ont été assez mal-adroits pour chercher à nous asservir avant que nos mœurs soient corrompues, il faudra profiter de leurs fautes.

Adieu, mon Ami, je te préviens que tous les regards sont fixés sur le Général Gage, on l'observe de toutes parts, on suit tous ses mouvemens : au moindre coup d'autorité qui lui échappe, toute l'Amérique est sous les armes. Qui sait ? si pour lors elle ne saisira pas cette occasion pour se rendre indépendante.

LETTRE II.

LE MÊME AU MÊME.

L'AMÉRIQUE ne joue plus le rôle de Suppliante. Elle a senti qu'elle perdroit sa liberté , si elle se contentoit de présenter des Requêtes , & d'opposer son droit aux ruses de votre Ministere. Ce n'est qu'après avoir pesé les avantages & les dangers , que le Congrès s'est déterminé à employer la force contre les préten-tions arbitraires de votre Gouvernement. Il a com-mencé par examiner ce qu'il avoit à espérer des Puif-fances étrangeres ; ensuite il s'est fait rendre un compte exact des ressources , de la population (1) , & des produc-tions de chaque Province. Il est résulté du cal-cul qu'il a fait de toutes ces choses , qu'en se prêtant des secours mutuels , elles pouvoient se suffire à elles-mêmes.

L'Europe ne verra nos premières dissensions qu'avec indifférence. Elle pense comme l'Angleterre sur notre

(1) La population des Colonies Angloises , sans compter le Canada , monte à plus de trois millions d'Habitans ; on peut juger de ses produc-tions par les entraves que la Métro-pole a voulu mettre à son commerce.

4 LETTRE D'UN MEMBRE

compte : l'idée qu'elle s'est formée de notre valeur est très-médiocre.

La mauvaise opinion qu'on a de nos forces , nous empêche de pouvoir prétendre à la protection ouverte de quelque Puissance que ce soit. Nous ne devons donc compter que sur nous & sur notre courage.

Si jamais l'Europe prend part à notre querelle & s'intéresse pour nous , elle n'y sera déterminée que par nos succès. Il faut pendant quelque temps l'entretenir dans son erreur ; je sais que nous n'avons rien à craindre d'Elle , mais il est essentiel pour l'Amérique , que le Ministère Anglois ne soit pas désabusé.

La protection de la France nous seroit cependant très - avantageuse pour le moment ! L'espérance d'agrandir son commerce devroit l'engager à nous soutenir , mais l'état actuel de sa Marine (1) ne lui per-

(1) Le Cardinal Fleuri , qui ne pensoit pas sur le Commerce comme on pense aujourd'hui , regarda les dépenses que la Marine occasionnoit , comme un fardeau pour l'Etat. Ceux que la routine mene , l'ont imité ; M. de Maurepas , qui ne se conduisoit que par ses propres lumières , s'aperçut que la négligence de la Marine étoit un vice dans l'administration : il s'occupa sérieusement à le corriger : on fait les raisons qui l'empêcherent de perfectionner son ouvrage. Après lui cette partie fut encore négligée ; le Ministre , qui en est aujourd'hui chargé , a senti que la France ne pouvoit reprendre sa supé-

DU CONGRÈS AMÉRIQUAIN. 5

met pas de se déclarer ouvertement ; nous ne devons donc en espérer que quelques secours d'hommes & de munitions. Les lumières de ceux qui la gouvernent aujourd'hui, me donnent lieu de croire qu'elle fera cette occasion pour rétablir ses forces maritimes, & sortir de son état d'humiliation. Elle pourra pour lors traiter avec nous ouvertement. En attendant, il faudra nous contenter des services que sa politique pourra lui suggérer de nous rendre.

Il se trouve parmi vous des hommes assez mal-instruits de la conduite que votre Ministère a tenu à notre égard, pour croire que nous nous sommes alarmés mal-à-propos : qu'avoient-ils à craindre pour leur liberté, disent-ils, les Loix ne sont-elles pas faites pour veiller à la conservation du bien si précieux ? On pourroit leur répondre, que servent les Loix ? si le pouvoir législatif se laisse séduire par l'autre pouvoir ; si l'un oublie tout ce qu'il peut, tandis que l'autre ose plus qu'il ne doit.

Quand un Gouvernement tel que le vôtre a formé le projet d'asservir la Nation, tôt ou tard il l'exécute (1), s'il ne se trouve pas des âmes assez coura-

riorité, qu'en se mettant en état de faire respecter sa Puissance sur mer. On seroit tenté de regarder ce qu'il a fait comme un prodige, si l'on ne savoit pas que rien n'est impossible à l'homme de génie qui gouverne, quand il est secondé par les efforts d'un peuple actif & laborieux.

(1) Un État tout-à-fait libre, finit toujours par être tout-à-

6 LETTRE D'UN MEMBRE

geuses pour s'y opposer. Quelquefois, pour mieux cacher ses desseins, il dissimule, c'est alors qu'il est le plus à craindre. Quoiqu'il ne paroisse pas agir contre la Liberté, tous ses mouvements ne sont pas moins dirigés contr'elle. Sous l'apparence du bien général, il cache le sien propre. Quand il répand des bienfaits, on croiroit que c'est un Citoyen vertueux qu'il récompense, tandis que c'est un traître qu'il soudoie. En public, il ne parle que d'union, de paix, de concorde; sourdement il sème la division, & finit toujours par détruire l'un par l'autre: voilà les armes dont il se seroit servi contre nous. Qu'on juge après cela s'il nous restoit d'autre parti à prendre que celui que nous venons d'embrasser.

Quelque déguisement que prenne votre Ministère, il laisse appercevoir, malgré lui, ses desseins. Jusqu'aux termes dont il se sert, tout annonce qu'il en vouloit à notre Liberté. Il nous traite de Sujets séditieux; mais, fait-il bien ce que c'est qu'un Sujet? Qu'il apprenne à

fait esclave. Ceci vient de ce qu'il ne passe point par degré à la servitude. S'il y passoit, pour peu que l'opresseur connût ses intérêts, il s'arrêteroit, & il seroit le premier à donner des bornes à son autorité: mais, comme la Nation s'est défendue tant qu'elle a pu, il a fallu l'enchaîner pour l'empêcher de remuer. *Dans un État Monarchique, le sacrifice volontaire que le Peuple y fait d'une partie de sa liberté, lui garantit l'autre*, dit Montesquieu.

connoître notre Constitution, il saura qu'il n'est que la seconde partie du Gouvernement, que c'est à l'autre à lui prescrire ses devoirs; qu'il n'est que l'exécuteur de ses ordres; que nous faisons partie de cette dernière, &c., qu'en vertu de nos droits, nous avons cru devoir opposer le pouvoir au pouvoir.

Adieu, mon Ami. L'Amérique touche au moment d'une grande révolution. Sa grandeur future va dépendre de sa fermeté actuelle. Elle ne manque ni d'hommes de génie, ni de Généraux, ni de bras pour la défendre. Le Docteur FRANCKLIN, si connu par les grandes découvertes qu'il a faites en Physique, s'est chargé de la partie de la négociation. Je m'occupe, avec plusieurs autres, du soin de la législation: ARNOLFD, GATES & WAGINSTON ont offert leurs talents comme Militaires. Ces trois Hommes, que le seul amour de gloire & de la liberté anime, ont fait passer leur ardeur dans l'âme des Amériquains; on accourt de toutes parts pour se ranger sous leurs drapeaux.



LETTER III.

LE MÊME AU MÊME.

QUE VOTRE MINISTÈRE ait formé le projet de nous asservir, je n'en suis pas surpris. Qu'on parcoure tous les États qui couvrent la surface de la terre, quelque soit leur constitution, on y trouvera toujours la partie exécutive occupée à s'emparer de toute l'autorité. Telle a toujours été, & telle sera toujours la conduite de ceux qui seront chargés de l'exécution ; malgré eux, ils sont forcés d'agir ainsi. On pourroit même les justifier, en disant qu'ils ne font qu'obéir à l'impulsion donnée à tous les Gouvernemens. Vos Ministres, en attaquant nos Priviléges, n'ont donc fait que ce qu'ils devoient faire. Il n'en est pas de même de la Puissance législative : je ne puis comprendre quelle est la raison qui a pu la déterminer à seconder l'autre Puissance. Si elle a cru augmenter le commerce de la Métropole, elle s'est trompée dans son calcul. Sa lâche complaisance pour la partie exécutive devoit nécessairement décourager l'Amérique, ou la porter au parti violent qu'elle vient d'embrasser.

Quand les Colonies commencerent à devenir florissantes, votre Gouvernement crut bien faire en don-

nant des bornes à l'étendue de leur Commerce. La sagesse dicta les premières Loix qui furent faites à ce sujet. La cupidité & l'esprit de domination ont fait publier celles qui ont paru depuis. En augmentant les entraves du Commerce de l'Amérique, on diminuoit, il est vrai ses profits, mais la Métropole ne devoit pas pour cela s'attendre à en tirer avantage. Pour que cette dernière eût fait un gain réel & constant, il eût fallu que les Amériquains eussent continué de travailler avec le même désintéressement & la même activité. L'Angleterre pouvoit-elle raisonnablement se flatter que des hommes accoutumés à vivre libres, méconnoîtroient jusqu'à ce point leurs véritables intérêts ! Elle a donc manqué de prudence, quand elle a cherché à s'enrichir par des moyens contraires au bonheur de ses Établissemens. Si l'avarice ne l'eût pas aveuglée, elle auroit vu que sa propre grandeur dépendoit de l'union & de la prospérité des deux Continens. Ne devoit-elle pas craindre d'introduire dans le Commerce le vice si funeste aux États, où le Sujet n'y a presque point de propriété ? Le Seigneur y est ordinairement pauvre en possédant tout, au-lieu qu'il seroit riche en se contentant d'une redevance.

On a déjà remarqué que le Commerce a toujours hâté la perte des Nations qu'il a rendu florissantes. Les raisons qu'on en a donné sont justes, mais il en est une qu'on a oublié, & dont les autres ne sont qu'une suite.

LETTER III.

LE MÊME AU MÊME.

QUE VOTRE MINISTÈRE ait formé le projet de nous asservir, je n'en suis pas surpris. Qu'on parcoure tous les États qui couvrent la surface de la terre, quelque soit leur constitution, on y trouvera toujours la partie exécutive occupée à s'emparer de toute l'autorité. Telle a toujours été, & telle sera toujours la conduite de ceux qui seront chargés de l'exécution ; malgré eux, ils sont forcés d'agir ainsi. On pourroit même les justifier, en disant qu'ils ne font qu'obéir à l'impulsion donnée à tous les Gouvernemens. Vos Ministres, en attaquant nos Priviléges, n'ont donc fait que ce qu'ils devoient faire. Il n'en est pas de même de la Puissance législative : je ne puis comprendre quelle est la raison qui a pu la déterminer à seconder l'autre Puissance. Si elle a cru augmenter le commerce de la Métropole, elle s'est trompée dans son calcul. Sa lâche complaisance pour la partie exécutive devoit nécessairement décourager l'Amérique, ou la porter au parti violent qu'elle vient d'embrasser.

Quand les Colonies commencerent à devenir florissantes, votre Gouvernement crut bien faire en don-

nant des bornes à l'étendue de leur Commerce. La sagesse dicta les premières Loix qui furent faites à ce sujet. La cupidité & l'esprit de domination ont fait publier celles qui ont paru depuis. En augmentant les entraves du Commerce de l'Amérique, on diminuoit, il est vrai ses profits, mais la Métropole ne devoit pas pour cela s'attendre à en tirer avantage. Pour que cette dernière eût fait un gain réel & constant, il eût fallu que les Amériquains eussent continué de travailler avec le même désintéressement & la même activité. L'Angleterre pouvoit-elle raisonnablement se flatter que des hommes accoutumés à vivre libres, méconnoîtroient jusqu'à ce point leurs véritables intérêts ! Elle a donc manqué de prudence, quand elle a cherché à s'enrichir par des moyens contraires au bonheur de ses Établissemens. Si l'avarice ne l'eût pas aveuglée, elle auroit vu que sa propre grandeur dépendoit de l'union & de la prospérité des deux Continens. Ne devoit-elle pas craindre d'introduire dans le Commerce le vice si funeste aux États, où le Sujet n'y a presque point de propriété ? Le Seigneur y est ordinairement pauvre en possédant tout, au-lieu qu'il seroit riche en se contenant d'une redevance.

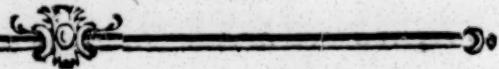
On a déjà remarqué que le Commerce a toujours hâté la perte des Nations qu'il a rendu florissantes. Les raisons qu'on en a donné sont justes, mais il en est une qu'on a oublié, & dont les autres ne sont qu'une suite.

Tous les Peuples qui ont joui long-temps d'une grande considération, n'ont jamais été civilisés par le Commerce. Examinez notre Histoire avec attention, vous verrez que l'Angleterre n'a été policée que par lui, tandis que la France l'a été par d'autres moyens.

Il s'ensuit delà que cette dernière Puissance peut, sans perdre beaucoup, sacrifier ses intérêts de Commerce à ses intérêts politiques. On pourroit même partir de ce moment, pour calculer quel sera désormais le degré de considération dont l'Angleterre & la France jouiront en Europe.

Le Docteur Franklin se prépare à partir pour la France avec M. Lée. Tous deux sont chargés d'une négociation très-importante auprès de cette Cour. Il eût été difficile de trouver un homme plus intelligent que le premier. Le Congrès, en le choisissant, a donné une grande preuve de son discernement. Il faut toujours qu'un Négociateur puisse se plier aux mœurs du Peuple chez lequel on l'envoie ; il est même nécessaire qu'il en soit estimé. La Puissance chez laquelle il réside, connaissant l'homme avec lequel elle va traiter, se livre à lui avec confiance. Le temps qu'on donneroit aux détours, on l'emploie à l'examen des affaires. On va droit au fait, & les deux Parties, sans chercher à se tromper, ne s'occupent qu'à concilier leurs intérêts.





LETTRE IV.

LE COMTE DE B... A M. ANTOINE A.

J'AI REÇU tes Lettres, mon Ami. Tu m'invites à prendre les intérêts de ton Pays, tu fais combien je suis attaché au mien ; je n'ai rien négligé pour épargner à tous deux les maux qu'ils se préparent. J'ai toujours pensé que votre avilissement entraîneroit le nôtre, & je regarde le Bill qui attaque vos priviléges, comme une Loi contraire au bien général de la Nation.

Vous avez bien fait de réclamer vos droits & de les soutenir ; votre séparation nous sera moins funeste que votre servitude. Le but du Ministère étoit de tourner contre nous les armes que nous lui aurions laissé pour vous tenir dans la dépendance. L'Auteur des Lettres Écossaises pense ainsi : je vais transcrire ce qu'il dit à ce sujet. Voici comme il s'exprime :

« L'Anglois penchera vers la servitude, quand ses
» Loix de Commerce se corrompront.

» Ses Loix de Commerce se corrompront, quand
» on sacrifiera les intérêts généraux aux intérêts par-
» ticuliers.

» Le mal augmentera, quand on fera des Loix pour

» restreindre la Liberté d'une partie des Citoyens, qui;
» quoiqu'éloignés & vivans dans un autre climat, s'i-
» maginent faire partie du Corps national, & par con-
» séquent croient être en droit d'en réclamer les pri-
» viléges. C'est alors que la partie exécutive de l'État,
» qui veille sans cesse pour augmenter son autorité,
» saisira cette occasion pour semer la division, en fai-
» sant semblant de concilier les esprits. Peut-être re-
» noncera-t-elle au droit de commander à une partie,
» pour pouvoir mieux réprimer l'orgueil de l'autre, &
» l'affliger après l'avoir appauvrie.

» Mais comme on se détermine difficilement à per-
» dre, elle ne prendra ce parti violent, qu'après en
» avoir essayé d'autres. D'abord elle tentera de rendre
» l'Amérique esclave de l'Europe. Si elle réussit dans
» son entreprise, c'en est fait de la liberté Angloise,
» la constitution se trouvera violée dans son principe.
» Pour tenir dans la dépendance la partie de la Na-
» tion assujétie, il faudra augmenter le pouvoir de la
» partie exécutive : je dis plus, ce pouvoir ne pourra
» pas être limité pour un temps. Quand on le limite-
» roit, on seroit forcé de le continuer, ce qui revien-
» droit au même.

» L'Auteur examine encore ce que nous devien-
» drions, si quelque Puissance étrangere se mêloit de
» notre querelle. Il combat le sentiment de Montef-
» quieu, qui a dit que la constitution ne souffriroit
» aucun changement, & qu'un Peuple libre ne pouvoit

» avoir qu'un Libérateur. Cela est vrai, remarque-t-il,
» quand il ne s'agit que d'une dispute entre la Puif-
» fance législative & la Puissance exécutive. Charles I.^{er}
» & Jacques II. confirment le sentiment de ce grand
» Homme ; mais ce n'est pas d'une querelle entre les
» deux pouvoirs dont il est ici question, continue-t-il,
» c'est la partie législative qui combat contre elle-
» même ; c'est une portion de cette partie qui, d'ac-
» cord avec toute la puissance exécutive, cherche à
» opprimer l'autre portion. Dans ce cas, remarque-t-il
» encore, s'il intervenoit quelque Puissance étrangere,
» & que cette Puissance eût le dessus, il arriveroit que
» la partie qu'on vouloit assujétir conserveroit sa li-
» berté, tandis que celle de l'autre seroit ébranlée jus-
» que dans ses fondemens. »

La conduite qu'on a tenue jusqu'à présent avec les Amériquains, me fait craindre que ce moment ne soit pas éloigné. Il est surprenant que le Peuple Anglois n'ait envisagé, dans cette querelle, que son intérêt particulier ; il n'a pas vu qu'il n'en pouvoit résulter rien d'utile pour lui, que l'Amérique asservie ou indépendante, détruisoit l'égalité des deux pouvoirs, & faisoit pencher la balance du côté de la partie exécutive. Ce sera peut-être la premiere fois qu'on aura vu l'avarice entraîner un Peuple tout-à-fait libre vers la servitude.

L'arrivée du Docteur Franklin à la Cour de France, inquiète beaucoup notre Ministère. On fait ici courir le bruit qu'il n'a quitté l'Amérique, que pour n'être

pas témoins des maux qui vont fondre sur sa Patrie ;
& pour cultiver en paix les sciences.

On parle beaucoup du Lord Chatam : on dit qu'il va rentrer dans le Ministere, c'est le vœu général de la Nation. Si cette nouvelle est vraie, je ne désespere point de voir l'Europe & l'Amérique réconciliées ; nous pourrions alors nous venger sur nos ennemis du mal que nous nous sommes faits à nous-mêmes. Quelque chimérique que soit cette idée, je prends quelquefois plaisir à m'y livrer.

Plus je réfléchis sur le mérite du grand Homme qui a gouverné l'État pendant la dernière guerre, plus je lui trouve de ressemblance avec celui de Caton. Tous deux ont poussé l'amour de la Patrie jusqu'à l'excès. L'inflexible Romain opinoit toujours, dans les Assemblées du Sénat, qu'il falloit détruire Carthage. Le Lord Chatam, aussi ferme, aussi vertueux que lui, ne cesse de crier qu'il faut attaquer la France.

Adieu, mon Ami. Il ne s'est passé rien de remarquable dans la dernière Séance du Parlement. On s'est contenté de s'injurier de part & d'autre, & on n'a rien décidé. Pendant que nous perdons notre temps à nous quereller, nos affaires dépérissent, la Nation perd son crédit chez les Étrangers, notre Commerce languit, la Marine se néglige, & nos Ennemis, qui savent profiter de nos fautes, s'enrichissent à nos dépens.





LETTRE V.

ANTOINE A... AU COMTE DE B...

LE GÉNÉRAL BOURGOYNE vient de prendre le Commandement de votre Armée du Canada. Je n'ai jamais vu de Manifeste semblable à celui qu'il a fait publier; c'est un mélange de fanfaronades & de dévotion. A la lecture de cet ouvrage, on pourroit, sans craindre de se tromper, prédire que cet homme sera battu. Si l'Angleterre nous oppose toujours de pareils Généraux, notre indépendance ne tardera point à être affermie.... Carleton, plus sage que lui, a refusé de se charger des opérations de cette Campagne; il a jugé de la difficulté de l'entreprise en homme qui connaît le pays. On assure même qu'il a fait à ce sujet des représentations qui n'ont pas été écoutées. Si cela est, votre Ministère fera seul responsable du peu de succès de vos armes. On doit s'intéresser pour Bourgoyne, parce qu'il n'a fait qu'obéir & se sacrifier.

Fais-moi savoir s'il est vrai que le Parti de l'opposition diminue tous les jours. On nous a mandé que le Lord Chatam a fait dernièrement une vive

sortie contre la France. Il est étonnant que votre Gouvernement ait été assez crédule pour croire que cette Puissance ne chercheroit pas à profiter de nos dissentions. Il a cru bonnement qu'elle étoit intéressée à ne pas reconnoître notre indépendance.

Depuis long-temps on est persuadé qu'il est avantageux pour l'Europe, que l'Amérique dépende entièrement d'elle ; cette opinion est la cause de toutes vos méprises ; vous n'avez pas vu, qu'en appliquant ce principe à votre situation actuelle, vous subordonniez l'intérêt particulier de chaque Puissance à l'intérêt général du Continent. Vous auriez dû sentir que toute Puissance prise séparément, a bien intérêt de conserver sa portion, mais qu'elle ne doit s'inquiéter de celle des autres, qu'autant que la sienne se trouveroit en danger en les abandonnant. Sans cette position, elle doit profiter de leurs dépouilles ; ce seroit faire une faute capitale en politique, que de se comporter autrement.

La France n'auroit pas connu ses véritables intérêts, si elle se fût contentée de regarder tranquillement nos débats. Quoique cette Puissance ne soit pas jalouse de former des Établissemens dans l'Amérique septentriionale, notre indépendance ne doit pas pour cela lui être indifférente. La désunion des Colonies & de la Météropole, doit terminer l'ancienne querelle qui depuis long-temps existe entre elle & l'Angleterre, & lui donner la supériorité sur sa Rivale. Ce moment va décider

décider qui des deux Peuples doit un jour obéir à l'autre.

Un État s'appauvrit quelquefois en étendant son territoire : il s'enrichit , au contraire , toujours en étendant son Commerce. La France ne doit pas balancer à prendre le dernier parti. Elle doit le préférer à des possessions qui , à cause de leur éloignement & de l'immense terrain qu'elles renferment , deviennent toujours à charge à la Nation qui en est le maître.





LETTRE VI.

LE MÊME AU MÊME.

TON SILENCE M'ÉTONNE, je ne sais à quoi l'attribuer. Aurois-tu changé de sentiment à mon égard? Quelle en seroit la raison? Je me souviens encore de ce que tu m'as écrit il y a plus d'un an. Tu pensois pour lors que notre séparation seroit moins funeste pour vous, que notre servitude. D'après cet aveu, il seroit singulier que l'indépendance de l'Amérique t'affectât au point de te faire oublier ce que tu dois à l'amitié. Si nous ne servons plus la même Patrie : si nous n'obéissions plus aux mêmes Loix : si les nœuds qui nous unissoient comme Citoyens sont rompus, crois-moi, laisse subsister ceux qui nous unissent comme Amis.

Rappelles-toi que dans ma dernière Lettre j'ai prévu ce qui est arrivé. Tu n'ignores pas que je me suis opposé de tout mon pouvoir aux entreprises de votre Ministère. L'Amérique balançoit sur le parti qu'elle devoit prendre, j'ai trouvé le moyen de la décider. Je lui ai fait voir l'inutilité des remontrances ; j'ai démontré la nécessité d'opposer la force à la force, & j'ai osé lui dire que „pour s'empêcher d'être esclave, il falloit se rendre indépendante : c'est ce qu'elle a fait”,

en manifestant sa volonté par une déclaration publique.

Depuis ce moment, toute voie de conciliation, comme ne formant qu'un seul Peuple, est maintenant fermée entre votre Gouvernement & Nous. Il faut qu'il se détermine à nous laisser vivre libre, ou à nous détruire. S'il prend ce dernier parti, il doit s'attendre à trouver la plus grande résistance. Qu'il juge de ce que nous sommes en état de faire, par la hardiesse de nos premiers efforts. Le dernier Amériquain ne cessa de disputer sa liberté, qu'en perdant la vie ; mais comme tous ont juré de vaincre, & que jusqu'à présent ils n'ont pas violé leur serment, je fais à quoi m'en tenir sur le destin de l'Amérique. Nos succès sont trop récents pour que je les aie oubliés, & je me souviens encore de ce qui s'est passé devant Boston. J'ai vu des hommes rassemblés à la hâte, sans armes & presque nus, chasser devant eux des Soldats disciplinés & couverts de fer. Si nous avons tant fait étant privé des secours de l'art, que ne ferons-nous pas maintenant que nos Troupes sont aguerries ? Quelles que soient les forces que l'Angleterre envoie contre nous, nous pourrons aisément lui en opposer de plus considérables. Nous nous estimons assez pour croire que nous sommes en état de résister à toute sa puissance ; ne crois pas que ce soit l'orgueil qui nous inspire cette confiance. L'impossibilité où vous êtes de fournir aux dépenses qu'exigent des Armées considérables ; la difficulté de pourvoir à leurs besoins ; l'ha-

bitude où nous sommes de vivre sous un ciel qui vous est étranger, voilà les raisons qui me font penser qu'avec le temps, nous devons l'emporter sur vous. Vos défaites & nos succès sont dans l'ordre des choses. Il faut, comme l'a remarqué l'Auteur des Lettres Écossaises, que l'avantage reste à celui qui le premier est en état de réparer ses forces.

On nous mande que, pour vous consoler de ce qui s'est passé à Trenton, vous vous occupez à plaisanter sur notre maniere de combattre ; c'est ainsi que se comporta le peuple d'Athènes dans le temps de sa décadence. Au-lieu de détruire la Phalange Macédonienne, ils s'amuserent à badiner sur la lenteur de ses mouvemens. Philippe, qui ne rioit que quand il le falloit, apprit à vivre à tous ces mauvais plaisans, & leur ôta pour toujours l'envie de rire à ses dépens. La même chose vous arrivera : tout en nous battant mal, nous finirons par vous battre comme il faut.



LETTRE VII.

LE COMTE DE B... A M. ANTOINE A...

JE N'AI PAS CESSÉ un instant d'être ton Ami : réponds-moi , étois-tu le mien , quand tu m'as soupçonné de t'avoir oublié ?

Jusqu'à présent j'ai manqué d'occasions pour pouvoir te faire tenir mes Lettres avec sûreté ; c'est la seule raison qui m'a empêché de t'écrire.

T'imagines-tu que j'ignore jusqu'où l'amitié s'étend . Son pouvoir ne dépend ni des lieux , ni des circonstances , ni des haines publiques. Elle fait se maintenir pure au milieu des factions qui déchirent un État : elle n'a point de patrie. On peut donc sans crime être fidèle à son pays & à son Ami.

Je ne te cacherai pas que j'ai lu avec peine l'acte par lequel l'Amérique se déclare indépendante. Avant que vous eussiez embrassé un parti aussi violent , vous borniez vos prétentions à la restitution de vos priviléges. Tous les honnêtes Citoyens approuvoient votre conduite , parce qu'ils s'imaginoient que nos querelles se termineroient par un accommodement qui affirmeroit votre Liberté & la nôtre. Aujourd'hui le nombre de vos partisans est considérablement diminué , plu-

sieurs approuvent maintenant la conduite de notre Ministère ; pour moi , depuis quelques mois , je vis éloigné des affaires : fatigué d'être le défenseur inutile de ma Patrie , j'ai pris le parti de me retirer dans mes terres. Après avoir consacré vingt années de ma vie au bien général, j'ai cru devoir m'occuper de mon bonheur particulier ; je partage mon temps entre l'étude , ma Femme & mes Enfans. Je t'avouerai , à ma honte , que ces plaisirs sont nouveaux pour moi. Aussi ce n'est que du premier jour de ma retraite , que j'ai commencé à connoître le prix de l'existence.

Le Comte de m'est venu voir hier : tu connois ce Lord aussi - bien que moi : tu fais qu'il a toujours été attaché aux intérêts du Ministère. Sa visite m'a d'autant plus surpris , qu'il n'ignore pas que j'ai été dévoué au parti contraire. D'abord nous nous sommes entretenus de choses très - indifférentes. Si quelqu'un nous eût examiné dans ce moment , notre maintien lui eût paru tout - à - fait singulier. Nous avions l'air de deux hommes qui craignoient de se communiquer leurs pensées.

Cependant , comme il est difficile que deux Anglois soient long - temps ensemble sans parler politique , peu - à - peu nos fronts se sont déridés ; notre conversation s'est échauffée , & nous avons fini par agiter la question suivante. *Le peuple Anglois peut-il faire rendre compte au Ministère de ses opérations ?* J'ai été

pour l'affirmative. Milord a soutenu le contraire, & a prétendu qu'un pareil droit entraîneroit nécessairement la perte de notre Liberté ; voici comme il raisonne. Ne trouvez-vous pas, disoit-il, qu'il seroit dangereux que la partie chargée de faire des Loix, usurpât sur le pouvoir de celle qui doit les faire exécuter. Je conviens de cela, lui ai-je répondu, c'est de la juste distribution du pouvoir que dépend notre sûreté. Cela étant, reprit-il, si le Peuple a le droit de faire rendre compte aux Ministres de leurs opérations, il a aussi celui de demander leur changement, car l'un est une suite nécessaire de l'autre. Ne pourroit-il pas arriver que ce même Peuple, séduit par un intérêt mal entendu, réclamât toujours son droit, jusqu'à ce qu'on eût placé dans le Ministère des Sujets qui lui fussent totalement dévoués. Que deviendroit pour lors l'égalité entre les deux pouvoirs ? Ne seroit-il pas à craindre que le Peuple n'effectuât le projet qui fut formé après la mort de Charles I.^{er}, & n'établît une espèce de démocratie tyrannique ; vous voyez, Monsieur, continua-t-il, qu'un pareil droit peut devenir abusif, & déranger l'ordre de notre constitution. Vos craintes ne sont pas fondées, lui répondis-je ; pour qu'elles le fussent, il faudroit que le Peuple eût la liberté de nommer lui-même les Ministres. Comme il ne l'a point, la partie exécutive ne doit pas apprêhender qu'il usurpe sur son pouvoir. Le changement qu'il exige ne diminue en

rien la portion de son autorité ; elle reste toujours la maîtresse de nommer ses agens tels qu'il lui plaira. Il suffit pour le Peuple qu'ils soient bons Citoyens & éclairés : mais si ce dernier ne peut pas examiner la conduite du Ministère , tôt ou tard la partie exécutive l'emportera sur la partie législative. La première tenant dans ses mains le succès des opérations , ne fera réussir que celle qu'elle croira favorable à ses desseins. La grandeur ou l'abaisslement de la Nation , dépendra entièrement de l'avantage qui résultera pour elle de ces deux positions. Décidez maintenant , Milord , qui doit le plus craindre. En accordant ce droit au Peuple , la partie exécutive conserve toujours son pouvoir. En le lui refusant , le pouvoir de ce même Peuple se trouve réduit presqu'à rien. Il faudra qu'il finisse par être esclave : vous le deviendrez vous-même , ou votre postérité. Ces derniers mots déconcerterent le Comte : j'avois deviné le but de sa visite : je le forçai , en lui parlant ainsi , de m'estimer assez pour ne pas me faire ses propositions.

Pendant le peu de temps que nous restâmes encore ensemble , notre conversation ne roula plus sur les intérêts du dedans ; il me parla de la France & de l'Espagne. Selon lui , l'Angleterre résisteroit facilement à ces deux Puissances , si la première se trouvoit engagée dans une guerre de terre. Notre intérêt , disoit-il , seroit de brouiller toute l'Europe. La France seroit obligée d'entrer dans la querelle en proportion de sa

prépondérance. Comme sa propre sûreté doit l'occuper avant toutes choses, elle seroit obligée de partager ses moyens, par conséquent de diminuer ses armemens & de négliger l'Amérique. Qui sait si pour lors cette même Amérique, réduite à elle-même & piquée de se voir abandonnée, n'écouteroit pas les propositions que nous pourrions lui faire, & ne se réuniroit point avec la Métropole ?

Que penses-tu de cette maniere de voir les choses ? Pour moi, je doute fort que nous fassions désormais un même peuple. Je pense que nous devons nous borner à rechercher votre alliance, à faire avec vous un Traité de commerce avantageux, & réparer par ce moyen une partie de nos pertes ; la guerre ne serviroit qu'à augmenter nos maux ; quand même nous serions assez puissans pour conserver nos îles, pourrions-nous nous flatter d'empêcher l'Espagne, unie avec la France, de s'emparer de Gibraltar & de Mahon.

Adieu, mon Ami : quand tu pourras dérober quelques momens à tes occupations, donne-les à l'amitié.





LETTER VIII.

ANTOINE A... AU COMTE DE B...

JE SUIS MÉCONTENT du genre de vie que tu as embrassé. J'aime encore assez ton pays pour souhaiter qu'il demeure libre ; que deviendra sa liberté, si les défenseurs tels que toi l'abandonnent ? Crois-moi, quitte ta solitude. Il ne te convient pas d'être en repos, quand toute la Nation s'agit & se remue. Ta conduite actuelle m'étonne, je ne puis la concilier avec celle que je t'ai vu tenir autrefois. Le goût de l'étude & de la philosophie te feroient-ils oublier ce que tu dois à l'État. Sache qu'un vrai Philosophe est plus occupé de l'intérêt public que du sien. C'est en partageant son émotion, ses craintes, ses espérances, qu'il est heureux : tu ne l'ignores pas : je ne fais que te rappeller ce que je t'ai vu pratiquer. Je me souviens du jour où tu pris séance au Parlement pour la première fois : je t'entendis porter la prole : je ne connoissois que ton nom, mais la chaleur avec laquelle tu défendis la cause du Peuple, ton adresse à démasquer les artifices du Ministère, me donnerent de toi une si grande idée, que, dès ce moment, je te choisis pour mon ami ; j'osai te faire part de mes senti-

mens, tu y parus sensible : avec le temps tu appris à me connoître, à ton tour tu me crus digne de ton amitié. C'est en vertu des droits que me donne cette même amitié, que je blâme ta conduite. Songes que tu n'es point le maître de disposer de toi, tu appartiens à la grande société ; toutes les petites qui la composent, prises séparément, ont bien leur intérêt particulier ; mais considérées comme formant la grande société, l'intérêt de chacune d'elle doit céder à l'intérêt général. Toutes celles qui s'écartent de ce principe dérangent l'ordre de la constitution, & forment (si l'on peut parler ainsi), autant de petits états dans un grand.



LETTER IX.

LE COMTE DE B... A M. ANTOINE A...

TU ME FAIS UN CRIME du genre de vie que j'ai embrassé ; tu prétends que je ne suis point le maître de disposer de moi, & que j'appartiens tout entier à ce qu'on appelle la grande société (1). Comme Citoyen, je fais ce que je lui dois ; comme être libre, je crois avoir le droit d'examiner si ce qu'elle prétend est juste.

Avant que je te réponde, souffre que je te demande ce qu'on entend chez nous par grande société. Est-ce le Ministère ? est-ce le Peuple ? Ce n'est sûrement pas le premier, puisqu'il ne fait pas le plus grand nombre, & qu'il n'a de part à la législation que celle de s'opposer. Ce ne peut donc être que le Peuple ou ses représentans ; mais si la division, comme

(1) Dans certains États despotiques de l'Asie, la grande société ne s'étend point au-delà des murs du Séraïl, le reste est compté pour rien. En Europe, excepté l'Angleterre, je ne connois pas assez la constitution des autres États, pour dire au juste qu'elle est son extension.

il arrive toujours, se met parmi ces mêmes représentans; si les uns se laissent corrompre par la Cour; si les autres embrassent le parti de l'opposition, qu'elle sera pour lors la grande société? Je ne puis la reconnoître qu'à son amour pour le bien public. Sans cette marque distinctive, je regarderai comme des imposteurs ceux qui me diront: rangez-vous de mon côté, je suis l'État.

Si, dans la dernière guerre, qui s'éleva entre Auguste & Antoine, les honnêtes gens ne s'étoient pas partagés entre ces deux ambitieux; s'ils ne les eussent pas aidé de leurs conseils, Octave (1) ne seroit pas devenu le tyran de sa Patrie.

Ne trouves donc pas mauvais, mon Ami, si dans la situation présente des affaires, j'ai pris le parti de la retraite: j'ai fait ce que doit faire un homme qui, ne pouvant empêcher le mal, craint d'y contribuer. Garde-toi de croire que j'aie oublié ce que je dois à mes semblables. Je m'occupe du soin de rendre heureux ceux qui m'environnent. Je me console par-là de ne pouvoir être utile à toute la Nation, & je conserve du moins ma vertu.

(1) Tout le monde fait que Ciceron employa son éloquence & son crédit en faveur d'Octave. On ne peut soupçonner, il est vrai, ce grand homme d'avoir voulu favoriser la tyrannie; mais on peut lui reprocher d'avoir mal connu le génie de celui qu'il protégeoit. Caton ne se fût pas trompé ainsi, sa vertu lui eût fait deviner le Tyran.



LETTRE X.

ANTOINE A... AU COMTE DE B...

JE NE PUIS APPROUVER ta conduite : les raisons que tu apportes pour t'excuser ne sont que spécieuses. Oui, mon Ami, le rang que tu tiens dans l'État , t'oblige de veiller à ses intérêts ; tu n'es point le maître de disposer de ton temps , tu lui dois le sacrifice de ta fortune , de ta tranquillité & même de ta vie. Cesse de te croire vertueux , parce que tu daignes quelquefois jeter un regard de pitié sur des êtres dont tu n'as fait peut-être qu'augmenter les besoins. Confidere un Voluptueux qui entend bien ses plaisirs ; vois comme il est jaloux de faire le bonheur de ceux qui l'approchent ! Faut-il en conclure que ce Sibarite moderne est l'ami des hommes ? Non , il ne cherche qu'à éloigner de lui tout spectacle dégoûtant : il fait le bien dans le même dessein qu'il décore ses appartemens : le lâche ne veut être frappé que par d'agréables objets : la présence d'un malheureux le feroit ressouvenir de tous ceux qu'il a faits. Garde-toi donc de croire que quelques actes particuliers de bienfaisance , soient toujours une marque de vertu.

Qu'un Artisan se concentre dans le sein de sa famille ; qu'il ne partage qu'avec elle seule les fruits de ses sueurs & de son travail, il est quitte envers la société. Pour peu qu'il tende à son voisin une main secourable, on doit le regarder comme un être vertueux.

L'homme puissant a bien d'autres devoirs à remplir. Il ne peut y avoir pour lui de vertu que dans la pratique du bien public (1). Son bonheur est tellement lié avec celui de la Nation, qu'il est forcément heureux ou malheureux avec elle. Il existe entre lui & le moindre Citoyen un traité qu'il n'est pas le maître de rompre sans blesser ses propres intérêts. Si ce dernier s'est chargé des emplois les plus vils, il a promis, lui, pour l'en dédommager, d'être garant de sa liberté, & de veiller sans cesse pour qu'elle ne lui soit pas ravie.

(1) Quand je dis qu'il ne peut y avoir pour les Grands de vertu, que dans la pratique du bien public, je ne prétends pas qu'ils soient dispensés d'être bons pères, époux sensibles & généreux amis ; au reste, ce sont plutôt là des qualités que des vertus.





LETTER XI.

ANTOINE A... AU LORD DUC DE R...

LA DÉCOUVERTE DE L'AMÉRIQUE par Christophe Colomb, est le plus beau moment de l'Histoire du Monde. L'instant où cette même Amérique se gouvernera tout-à-fait par ses propres Loix, en sera le plus intéressant.

Presque tout le Continent de cette vaste partie, se trouve partagé entre deux Peuples. L'un ne s'est affirmé qu'en détruisant : à peine reste-t-il dans ses possessions la centième partie des anciens Habitans. Il les eût tous fait périr, si son orgueil & son avarice ne l'eussent averti qu'il avoit besoin d'Esclaves & de Cultivateurs.

L'autre est arrivé au même but, mais par une route bien différente. Se rendre heureux par le travail, voilà ce qu'il se proposa, & ce qu'il est venu à bout d'exécuter.

Ce ne fut donc pas pour conquérir que les Flottes Angloises abandonnerent leurs ports ; leurs vaisseaux, au-lieu d'être chargés d'armes & de munitions, ne contenoient

contenoient que des outils propres pour le labourage, des ustensiles pour le ménage, & des semences de toutes les denrées nécessaires à la vie.

On voyoit sur leurs bords une multitude d'hommes, mais le plus petit nombre étoit destiné pour la manœuvre, ou pour une guerre défensive ; le reste étoit réservé pour un emploi plus utile. On eût deviné le lieu de leur naissance, à leur maintien modeste, à la simplicité de leurs mœurs (1), & à leur constitution robuste.

Ce ne fut point dans des lieux de débauche, ou dans ces endroits construits pour enchaîner le vice, qu'on fut chercher les fondateurs d'un Nation qui un

(1) Pendant le peu de temps que j'ai resté à Rotterdam, j'ai vu s'embarquer, pour les Colonies Angloises, des milliers d'Allemands avec leurs femmes & leurs enfans. Tous étoient munis de quelque outil propre pour travailler la terre. On les tiroit du Palatinat, des Électorats de Cologne, de Trève & de Mayence. D'après cela, je ne suis pas surpris que les Troupes étrangères, qui étoient à la solde de l'Angleterre en Amérique, se soient comportées mollement. La plupart de ceux contre lesquels ils avoient affaire, parloient leur langue. Le Gouvernement Britannique s'est mal comporté en opposant des Allemands à des Allemands ; il n'est pas excusable de n'avoir pas prévu ce qui est arrivé. Quand ce n'est point sa propre cause qu'on défend, on doit avoir de la répugnance à se battre contre des hommes qu'on peut regarder comme ses frères.

jour devoit étonner l'Univers. On eût craint d'insulter l'humanité, en faisant un pareil présent à l'Amérique.

Les premiers Anglois, qui firent usage du fer dans le Nouveau-Monde, ne s'en servirent pas pour égorger leurs semblables, mais pour fouiller la terre & en tirer la subsistance dont ils avoient besoin. C'est avec ce moyen si simple & avec de la liberté, qu'ils sont venus à bout de former un État puissant & redoutable.

L'Aigle nourrit ses petits, les tient quelque temps sous ses ailes, les accompagne dans l'espace immense qu'il leur fait parcourir pour essayer leurs forces ; encouragés par son exemple, ils osent fixer le soleil. Il vient un temps qu'ils sont forcés de se séparer, ils prennent des routes différentes. Bientôt l'Aigle ne se souvient plus de toutes les peines qu'il s'est donné, ses petits oublient ce qu'il a fait pour eux. Voilà l'image non-seulement de la conduite que l'Angleterre a tenue jusqu'à présent avec ses Colonies, mais encore de celle qu'elle sera forcée de tenir dans la suite.

Pendant tout le temps que les François ont eu des Établissemens dans le Canada, les Amériquains n'ont pas dû songer à se séparer de la Métropole ; ils eussent manqué de prudence, s'ils eussent cherché à se rendre indépendants, avant de s'être débarrassés d'un voisin aussi redoutable. Aujourd'hui la France ne s'occupe

plus des Possessions onéreuses (1) qu'elle avoit dans ce Pays, son Commerce intérieur attire sa plus grande attention, & elle met sa gloire à rendre ses Sujets heureux ; ainsi, l'Amérique a pu, sans risquer beaucoup, se déclarer indépendante. Si elle réussit dans son entreprise, comme il y a lieu de le croire, il en résultera de très-grands avantages pour certaines Puissances de l'Europe.

Le François est le Peuple que cet événement doit le plus intéresser. C'est avec lui seul que l'Amérique peut traiter de bonne foi. Tandis qu'elle sera occupée à rétablir ses plantations dévastées par la guerre, celui-ci, à cause de sa position & de l'abondance dont il jouit, peut aisément lui fournir les marchandises & les denrées dont elle aura besoin, & par conséquent faire avec elle un Commerce très-avantageux. D'ailleurs l'intérêt politique de l'Amérique la forcera à cette union ; la France sera pour elle un ami qui se chargera de veiller à la porte de l'ennemi commun.

Les alliances qu'elle contractera avec l'Espagne

(1) Le Canada, ainsi que l'Inde, n'a jamais fourni qu'une branche de Commerce très-à charge. Il en coûtoit, tous les ans, à l'État deux millions, pour avoir la satisfaction de tenir chaudement certains nombres de sujets qui ne composent pas la partie la plus utile de la Nation.

seront d'une nature bien différente : il ne peut exister entre eux d'amitié réelle. Seuls possesseurs d'un immense pays, ils naîtront ennemis l'un de l'autre. Leur inimitié augmentera d'autant plus, qu'il ne se trouvera point entre eux de barrière capable d'arrêter les coups que dans la suite des temps ils chercheront à se porter. Ils doivent donc se craindre sans cesse, & s'observer toujours.

Parmi les Puissances de l'Europe, il en est plusieurs qui, à cause de leur situation, ne peuvent être d'aucune utilité aux Amériquains. Les autres ont des intérêts de Commerce tellement liés avec ceux de l'Angleterre, qu'il seroit imprudent à ceux-ci de se fier à eux.

Quand même les Anglois reconnoîtroient l'indépendance des Amériquains, on ne doit point apprêhender de les voir unis ensemble. Tout débiteur qui craint de s'acquitter aux dépens de sa liberté, évite toujours la rencontre de son créancier.

Quelque formidable que puisse devenir un jour la puissance des Provinces-Unies de l'Amérique, l'Espagne ne doit pas pour cela s'opposer à leur indépendance. Leur séparation de la Métropole, doit apporter quelque changement dans le système politique, & rétablir un peu l'équilibre parmi les Puissances maritimes de l'Europe. Par ce moyen, la chute des Possessions Espagnoles se trouvera retardée de plusieurs siècles. Les Anglois ne formant qu'un

seul Corps avec leurs Colonies (1), n'auroient pas manqué de hâter cet événement : ils avoient même commencé à s'essayer dans la dernière guerre.

Mais l'Amérique devenue indépendante, ne cherchera point à conquérir. Avant d'attaquer, il lui faudra songer à se garantir des coups qu'on pourroit lui porter. La partie de la législation attirera toute son attention. Elle ne s'occupera qu'à bien lier ensemble toutes les différentes parties qui la composent. Si, dans la suite des temps, elle se trouve forcée par la population de s'agrandir (2), ce ne

(1) La plus grande partie de l'Armée, qui, dans la dernière guerre, fit le siège de la Havane, n'étoit composée que de Troupes Amériquaines. Les Anglois étant privés du secours de ces mêmes Troupes, sont presque dans l'impossibilité de pouvoir faire des conquêtes en Amérique. Réduits à leur seule force, ils n'en ont pas trop pour l'Europe. S'ils se servent de Mercenaires, ils se ruineront & feront de mauvaise besogne.

(2) Quand un État puissant n'est environné que de Peuples civilisés, presque tout le terrain se trouve occupé. S'il arrive que ce même État soit obligé de s'étendre, il faut qu'il extermine ses voisins, ou que ceux-ci lui cèdent la place pour en aller exterminer d'autres. Toutes ces différentes Nations qui s'établirent en Italie, après en avoir massacré presque tous les Habitans, avoient été chassées de leurs pays par d'autres Nations, que la population avoit forcé d'abandonner le leur. Les Provinces-Unies ne se trouvent point dans cette position.

sera qu'en civilisant les Peuples Sauvages qui l'envir-
ronnent ; qu'en leur donnant ses loix, ses mœurs ;
qu'en ne faisant avec eux qu'un seul Corps, qu'une
seule Nation. Bien des années s'écouleront, avant que
tout cela puisse se faire ; je ne dis pas qu'alors les
Possessions Espagnoles ne la tenteront point. Les
Peuples Septentrionaux de l'Asie, ceux du Nord de
l'Europe, ont subjugué plusieurs fois le Midi. La
même révolution arrivera en Amérique : la politique
& le génie peuvent la retarder ; mais, tôt ou tard, le
climat l'emportera sur tous leurs efforts.

Pardonnez, Milord, si je ne pense pas comme
vous sur ce qui concerne les intérêts de l'Amérique.
Je sais cependant que vous vous êtes opposé de tout
votre pouvoir à ce Bill qui cause aujourd'hui nos
dissentions. Dans la suite, vous avez cherché à réunir
la Nation, vous vous occupez même encore de ce
projet. Je crois devoir vous avertir que vous perdez
vos peines, notre sûreté exige que nous fassions dé-
formais deux Peuples : nous ne pouvons traiter avec
l'Angleterre que comme indépendans.

affligeante pour l'humanité. Les Peuples Sauvages qui habi-
tent l'Amérique, occupent cent fois plus de terrain qu'il ne
leur en faudroit, s'ils étoient civilisés. A mesure qu'ils le
deviendront, ils se resserront dans un espace plus étroit. Par
ce moyen, les Colonies Angloises pourront s'étendre, sans ver-
ser le sang de leurs semblables.



LETTRE XII.

LE LORD DUC DE R... A ANTOINE A...

VOUS ME PARLEZ de l'indépendance de l'Amérique; comme si toute l'Europe y étoit intéressée. Vous me dites qu'il seroit dangereux pour elle de se réconcilier avec la Métropole; vous poussez l'attention jusqu'à rassurer les autres Puissances sur le parti qu'elle prendra, quand elle sera tout-à-fait libre; vous lui tracez le plan de ses opérations; vous calculez les avantages qui doivent résulter de son indépendance pour ses ennemis; vous pouvez avoir de bonnes raisons pour tenir ce langage, mais un Pair de la Grande-Bretagne doit-il penser comme un Membre du Congrès Amériquain? Peut-il voir avec indifférence tous les maux que cet événement va causer à sa Patrie.

Depuis le commencement de cette malheureuse guerre, je n'ai pas quitté Londres. Cette grande Ville n'étoit pas, il y a quelques années, comme les autres capitales de l'Europe, un assemblage de gens riches, de fainéans & de malheureux. Son immense population faisoit sa prospérité, tout ici travailloit, le peuple y étoit sans cesse en action, & le moindre Citoyen ne devoit son existence qu'à son industrie.

C iv

Cette occupation universelle annonçoit le besoin qu'on avoit les uns des autres. C'est de ce besoin réciproque que naiffoit la confiance. Le crédit ve-
noit ensuite, & la circulation se faisoit, sans laquelle le Commerce dépérît.

On pourroit aisément juger des richesses réelles d'un État, apprécier la sagesse de son Gouvernement, évaluer la somme de bonheur dont jouissent ses Habitans par le nombre des membres inutiles qu'il renferme.

Avant nos dissensions, l'Angleterre étoit peut-être le pays de l'Europe où cette classe d'hommes fût la moins nombreuse. Je l'ai vu s'accroître à mesure que nous avons fait des pertes. Dans la crise présente, si nous avions bien entendu nos intérêts, nous aurions fait taire ces malheureux, en leur assurant l'existence ; leurs cris n'ont servi qu'à rendre nos maux plus grands qu'ils n'étoient. C'est à ce défaut de précaution, qu'il faut attribuer l'esprit de méfiance qui s'est glissé dans tous les états. Celui qui n'examine rien, surpris d'entendre autour de lui des plaintes auxquelles il n'étoit pas accoutumé, s'est imaginé que tout étoit perdu. Il a fait part de ses frayeurs à ses connoissances, ceux-ci les ont communiquées à leur Correspondance & à leurs Amis. Bientôt la Nation n'a plus été composée que d'hommes sans cesse en garde les uns contre les autres. De-là, s'en est suivi un découragement & un discrédit général.

Je n'ai jamais vu l'Anglois recevoir tant d'affronts à-la-fois , & montrer si peu de sensibilité. L'intérêt personnel l'occuperoit-il assez pour lui faire négliger ce qui doit lui revenir du bien général ?

Après la prise de Mahon , & la défaite de l'Amiral Bink (1) , la Nation conserva toujours son crédit & sa fierté. Le Peuple qui se regardoit alors comme faisant partie du Souverain , raisonna ainsi. La situation présente de mes affaires me force d'augmenter mes dépenses , je vois qu'il me faut faire des sacrifices , faisons-les , puisque mon intérêt , ma gloire & ma dignité les exigent.

(1) Le jugement qui a condamné à mort l'Amiral Bink , a été regardé , par une partie de l'Europe , comme un jugement injuste. J'ose penser le contraire. Un Général , objecte-t-on , pour avoir été battu , n'est pas coupable , j'en conviens , mais ne se peut-il pas faire , que même en se battant , on néglige les intérêts qu'on vous a confiés ; il y a lieu de croire que Bink s'est comporté de cette manière. En Angleterre , qu'un Juge soit instruit ou ignorant , doux ou sévère , cela est égal ; son devoir lui est tracé , il ne peut abuser de son pouvoir. Un homme y est estimé ce qu'il vaut , sa vie ne dépend jamais d'une décision arbitraire , la Loi a prévu tous les cas. Le Magistrat , qui n'en est que l'organe & non l'interprète , se contente de lire au coupable l'article qui le condamne. Pendant l'instruction , on lui permet de prendre un défenseur ; c'est ainsi que Bink a été jugé. Comment après cela peut-on décider , sans avoir vu les charges du procès , qu'il l'a été injustement.

L'Anglois ne s'estime pas assez aujourd'hui pour oser tenir un pareil langage. Quand les individus d'une nation se regardent comme des parties détachées de l'autorité suprême, on doit s'attendre de leur part à des choses extraordinaires : aussi les efforts que nous fîmes dans la dernière guerre étonnerent toute l'Europe. Le génie d'un grand homme présidoit alors à nos opérations.

Rappelez-vous ce que nous étions en soixante-trois ; comparez cet heureux moment avec le triste état où nous sommes réduits maintenant ; portez vos regards sur le délabrement de notre Marine ; considérez combien celle de nos Ennemis est formidable ; faites attention que le Ministère a vu, sans rien dire, tous leurs préparatifs ; cherchez après cela la cause de vos succès, & vous verrez qu'ils sont une suite du dessein qu'on a formé de nous rendre moins puissantes au-dehors, pour nous assujétir au-dedans. Le Ministère pourroit bien se tromper dans ses projets. Votre séparation de la Métropole éclairera la Nation sur le danger qui la menace, & ne servira qu'à rendre plus stables les fondemens de notre Liberté.





LETTRE XIII.

ANTOINE A... AU LORD DUC DE R...

JE NE DOUTE NULLEMENT, Milord, que la partie exécutive de votre État n'ait formé le projet de vous asservir ; mais j'ai peine à croire, que pour y parvenir, elle se soit exposée volontairement à perdre toute son autorité. Pour connoître au juste quelle est la cause de vos malheurs, c'est dans la forme même de votre Gouvernement qu'il faut la chercher.

Toute Puissance qui, par sa constitution, est obligée de sacrifier ses intérêts politiques à ses intérêts de Commerce, ne parvient à se garantir de l'oppression, qu'en diminuant ses moyens de sûreté contre les attaques du dehors (1). Le chef-d'œuvre de la législa-

(1) Pour rendre cette idée plus sensible, qu'on se rappelle ce qu'ont été Sparte & Athènes. Jamais à Sparte, aucun Citoyen n'en craignit un autre : on n'y étoit occupé qu'à se mettre en état de défense contre les attaques du dehors. Les Athéniens furent forcés, par la forme de leur État politique, de se comporter différemment. Ce Peuple inquiet, comme le sont tous ceux qui ne sont pas riches de leur propre fonds,

tion seroit de si-bien concilier ces deux intérêts, que l'un ne pût nuire à l'autre.

Il y a des Peuples dont la constitution est telle, qu'il seroit impossible d'y former un pareil plan d'administration ; l'Angleterre est de ce nombre. Le Roi n'y jouit que d'une portion de la souveraineté ; mais cette portion est assez considérable pour obliger le Peuple de veiller sans cesse, pour que celle qui lui est échue ne lui soit point ravie. Dans un pareil État, les deux parties qui composent le Gouvernement, ne sont jamais unies. Le temps que l'une emploie pour tâcher d'usurper, l'autre le donne à la conservation de sa liberté. Il arrive même quelquefois que les Représentans de cette dernière, ne s'occupent que de petites tracasseries & d'intérêts particuliers. De ce défaut d'harmonie, il en résulte un très-grand mal ;

s'imaginoit que ses plus grands ennemis étoient dans ses murs. Pour s'assurer contre les entreprises du dedans, il fut obligé de sacrifier des hommes qui auroient pu lui être d'une grande utilité dans les longues guerres qu'il eut à soutenir. L'Anglois est à-peu-près de même. Pour ne pas augmenter le pouvoir de la partie exécutive, il néglige d'entretenir un certain nombre de Troupes qui serviroient à le faire respecter, & à le mettre à l'abri de toute surprise. Il perdra l'Amérique pour n'avoir pas eu sur-le-champ des forces à lui opposer, pour s'être servi en partie d'Étrangers, moins dangereux, il est vrai, pour la liberté du Citoyen, mais aussi, moins propres à défendre ses intérêts.

tandis qu'on est occupé à se quereller, on néglige de porter son attention sur les démarches des autres Puissances ; & quand on veut s'opposer aux coups qu'elles se préparent à vous porter, on se jette vainement dans les bras de la Patrie.

On a prétendu que la perfection de votre État politique n'étoit qu'une suite de la perfection des loix de votre Commerce. Je serois tenté de le croire, quand je fais attention à ce qui se passe aujourd'hui. La chute de votre Commerce a occasionné des changemens & des innovations dans votre constitution. Plus il tombera, plus vous vous éloignerez des principes de cette même constitution. Je crains alors que la prédiction de célèbre Montesquieu ne s'accomplisse. « Si jamais vous pérdez votre Liberté, a dit ce grand homme, vous deviendrez le Peuple le plus esclave de l'Europe. »



LETTER XIV.

LE LORD DUC DE R... A ANTOINE A...

VOUS ÊTES TENTÉ de croire, me mandez-vous, que la perfection de notre État politique n'est qu'une suite de la perfection des loix de notre Commerce. Je ne puis être de votre sentiment ; pour qu'un Peuple fasse des loix utiles de Commerce, il faut que son État politique ait déjà fait un pas vers la perfection.

Si le merveilleux pouvoit me plaire, je penserois comme le grand homme qui fait trouver ce beau système dans les bois, on croit voir l'ouvrage de la nature, qui s'agrandit en passant par nos mains.

M. Hume, dans son Histoire d'Angleterre, n'a fait que développer cette pensée : quelque profond que soit cet Historien, il lui arrive souvent de s'égarer. Persuadé que son principe est vrai, il ramene tout à ce même principe ; & au-lieu de faire dépendre ses idées des événemens, il arrange les événemens selon ses idées.

Pour traiter comme il faut une question aussi importante, il faudroit écrire de nouveau notre Histoire, car la perfection de nos Loix n'est pas, comme chez nos voisins, l'ouvrage de quelques hommes rares

& extraordinaires ; elle est tout-à-la-fois le produit du caractère & du génie de la Nation entière.

Quelques éclairés qu'aient été les anciens Législateurs, ils ont tous péché dans la façon d'établir leurs Loix, ou dans celle de les faire observer, & ils n'ont eu que des idées fausses touchant la distribution des pouvoirs.

Il est inutile de recourir à des causes étrangères pour connoître les raisons qui ont occasionné la chute des États qu'ils avoient fondés, il suffit d'en examiner la forme.

Sparte n'est plus, dit-on, parce que tout s'use dans la Nature. Cet axiome, vrai dans un sens, est faux dans un autre. Tout s'use il est vrai ; mais Sparte dureroit encore, si ses fondemens avoient été plus stables. Son Gouvernement s'est détruit, parce que sa constitution étoit vicieuse ; le bonheur, après lequel courroient ses Citoyens, n'étoit point le vrai bonheur ; en un mot tous les principes, d'après lesquels on avoit élevé l'édifice, étoient faux. Il en est de réels, c'est au Législateur qui veut bâtir solidement de chercher à les connoître.

S'il pouvoit sortir quelque ouvrage entièrement parfait de la main des hommes, la constitution Britannique seroit cet ouvrage. L'Auteur de l'Esprit des Loix que vous citez, ce génie immortel qui semble avoir été inspiré par le Ciel pour éclairer les Nations ; ce Législateur du monde que l'Angleterre sera tou-

jours jalouse de n'avoir pas produit, & auquel l'Amérique élèvera un jour des autels (1), prétend que la liberté se trouve établie par nos Loix.

Ceci vient de ce que le pouvoir des deux parties qui constituent notre Gouvernement, se trouve tellement distribué, que l'ambition de l'une peut être facilement réprimée par l'autre.

Si jamais ce Gouvernement se détruit, ce ne sera point la faute de sa constitution. Vous prétendez cependant que la perte du Commerce entraînera nécessairement la sienne, je pense précisément le contraire. S'il y avoit eu un moyen de faire de nous des esclaves, on l'auroit trouvé, en étendant ce même Commerce.

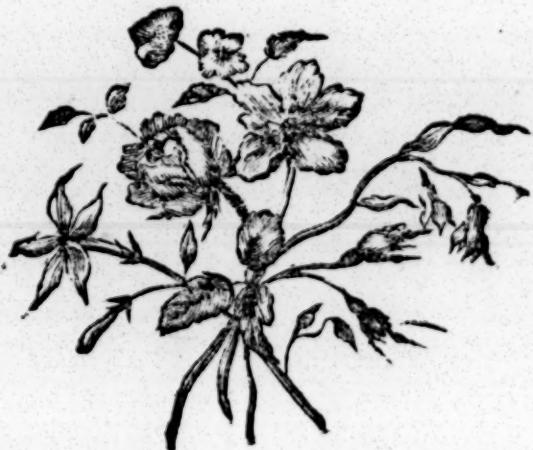
Le caractère sombre & inquiet du Peuple Anglois le porteroit à se méfier de tout ce qui l'environne, si l'attention qu'il est obligé de donner à ses affaires, ne servoit à diminuer son inquiétude naturelle. Otez-lui son Commerce, vous le rendez à lui-même. Sa pauvreté d'accord avec son orgueil, lui persuadera qu'il peut trouver dans la liberté un

(1) On a pour l'Esprit des Loix une si grande vénération en Angleterre que, dans toutes les Séances du Parlement, on le pose sur une table. S'il arrive qu'on soit embarrassé sur quelque point de la constitution, on le consulte. Quand quelque Membre dit : Montesquieu pense comme cela, les avis sont rarement partagés.

bien

bien préférable à celui qu'il aura perdu. Il ne s'occupera plus que de ses priviléges ; c'est alors que la partie exécutive de l'État , pourroit trembler pour elle-même.

Adieu , Monsieur , il ne me convient pas de vous féliciter sur vos succès. Je vous dirai seulement que vous méritez de vivre libres : je ne me plaindrai point de votre séparation , si , comme je le pense , elle contribue à affermir notre Liberté.



LETTER XV.

ANTOINE A... AU LORD DUC DE R...

J'A I P E I N E à concilier les vues de votre Gouvernement avec la conduite de ses premiers efforts. Ou il a prétendu restreindre à de certaines bornes la Liberté de l'Amérique, ou il ne l'a pas prétendu. Si l'on suppose le dernier cas, il suffissoit, avant d'avoir recours à la force, de faire révoquer le Bill que le Parlement avoit rendu. Si au contraire on admet le premier, il falloit frapper, dans le commencement de la guerre, un coup décisif, en déployant toute sa puissance. Il n'a fait ni l'un, ni l'autre. Qu'a-t-il donc prétendu faire? appauvrir la Nation & enrichir nos voisins; si c'étoit là son but, on peut le féliciter de l'avoir atteint.

On nous mande que vous êtes très-mécontents du Ministère actuel, & que vous vous préparez à lui faire rendre compte de ses opérations: sa conduite en effet n'est pas exempte de reproches; il s'est comporté avec nous comme s'il n'eût été question que de tenir sous le joug un peuple d'Esclaves. Un Tartare, le fouet à la main, fait marcher devant lui une

bande de Chinois. Il a cru pouvoir , sans risque , agir de même avec les Amériquains.

Une pareille conduite annonce que ceux qui vous gouvernent , n'ont aucune connoissance de l'Amérique , & de ses Habitans. Ils auroient dû se rappeler que ce Peuple , qu'ils méprisent tant , avoit , avec ses feules forces , soutenu presque tout le poids de la dernière guerre , & conquis le Canada (1). Il étoit tout naturel de penser que des hommes aussi braves , souffriroient difficilement qu'on les opprimât. Ils connoissoient trop bien les avantages de la Liberté , pour s'en laisser priver. On ne pouvoit donc les asservir que quand il n'y auroit plus eu que des esclaves. Quels secours alors tirer d'un pareil Peuple ? Incapable de se garder par lui-même , il auroit fallu que la Métropole se ruinât & se dépeuplât , pour l'empêcher de passer sous une autre domination.

L'Angleterre , en perdant ses Colonies , doit s'attendre à se trouver dans la même position où Car-

(1) Washington fut un de ceux qui se distinguèrent le plus à la conquête du Canada. Il se fit remarquer , sur-tout , par cette rare prudence , qui aujourd'hui le fait marcher l'égal des plus grands Généraux de son siècle. Les Anglois mêmes , (quelques mépris qu'ils eussent pour les Amériquains) ne purent s'empêcher de faire l'éloge de son intelligence. Ainsi , l'homme qui leur a aidé à conquérir une partie de l'Amérique , sera celui qui les en chassera.

thage se trouva, après avoir évacué l'Espagne. La perte de cette Province refroidit le zèle de ses Alliés, découragea l'Armée, excita des séditions parmi les Citoyens, fit tourner la tête au Sénat : en un mot Carthage perdit tout, en perdant la source d'où provenoit la plus grande partie de ses richesses ; &, pour éviter sa ruine, il lui fallut accéder à un traité honteux pour sa gloire, & désavantageux pour son Commerce.

Ainsi, de quelque côté que tournât l'avantage, que le Gouvernement réussît ou échouât, il en devoit toujours résulter, pour la Nation, des pertes certaines & irréparables.

Puisqu'on appréhendoit que l'Amérique ne se gouvernât un jour par ses propres Loix, on ne devoit pas employer des moyens qui, au-lieu de retarder cet événement, n'ont fait que le précipiter. Il y en avoit une cependant que la raison & la justice enseignent, & qui dérive du principe des établissements.

Les Anglois, dit le Président de Montesquieu (1), en formant au loin des Colonies, ne furent point entraînés par l'amour des Conquêtes. Ils n'eurent d'autre but que celui d'étendre leur Commerce. Ils sentirent pour lors que, pour rendre ce même Commerce florissant, il falloit qu'il fût exercé par des

(1) *Esprit des Loix.*

hommes libres comme eux. L'Angleterre annonça donc la grandeur de ses vues, en accordant à des Peuples, qu'elle pouvoit tenir dans la dépendance, le droit de faire partie du Corps national. Si jusqu'à présent elle s'est bien trouvée de cette maniere d'agir: si le temps n'a servi qu'à mettre dans tout son jour la sagesse du Gouvernement Britannique, pourquoi avoir changé de conduite? pourquoi avoir voulu donner des fers à un Peuple qui fait un si bel usage de sa Liberté? N'étois-ce pas avertir l'Amérique qu'elle devoit songer à se séparer de l'Europe. Il eût été bien plus avantageux d'éloigner d'elle cette idée, en traitant ses Habitans comme doivent l'être des Anglois. Puisque l'égalité avoit formé les nœuds qui lioient les deux Continents, c'étoit encore l'égalité qui devoit resserrer ces mêmes nœuds. Au lieu donc de chercher à faire perdre aux Amériquains l'estime qu'ils ont d'eux-mêmes, il falloit au contraire l'augmenter. Ce sentiment, qui ne vient que de la haute idée qu'on a les uns des autres, fait naître l'amour de la Patrie, qui, de quelque côté qu'on l'envisage, n'est autre chose que l'amour du bien général.

Les Anglois, en se comportant ainsi, auroient vu leur Commerce s'augmenter considérablement. Sûrs de trouver dans le besoin des amis fidèles, ils auroient pu devenir la Puissance la plus respectable de l'Europe, & remuer à leur gré tout le Corps

politique. Archimède, dit-on, ne demandant qu'un point d'appui pour ébranler le monde. L'Angleterre l'avoit trouvé ; en distribuant à-propos ses forces, il lui eût été facile de faire la loi à tout l'Univers.



LETTRÉ XVI.

*ANTOINE A... AU LORD DUC DE R...

---*

QUAND UN ÉTAT s'agrandit trop en Europe, les autres se réunissent pour l'humilier (1). L'Angleterre, en suivant le plan que j'ai tracé dans ma der-

(1) La puissance formidable de Charles-Quint ayant alarmé toute l'Europe, le Nord, qui jusqu'alors n'avoit point pris de part aux querelles du Midi, forma une alliance très-étroite avec François I.^{er} Richelieu, comme je l'ai dit ailleurs, ne fit que suivre dans la suite le plan formé par ce grand Roi. Guillaume, Roi d'Angleterre, ennemi juré de la grandeur de Louis XIV, s'occupa toute sa vie à l'abaisser; il se servit, pour réussir dans son projet, des mêmes moyens qu'on avoit employés contre la Maison d'Autriche. Il fit courir le bruit que Louis le Grand aspiroit à la Monarchie Universelle. On ne le crut pas, il est vrai; mais on fut bien aise d'avoir un prétexte pour se réunir contre la France, & pour l'humilier. Dans la guerre présente, les Anglois chercheront vainement des Alliés. La crainte qu'ils ont inspiré n'est point fondée sur une idée chimérique. L'étendue de leurs forces maritimes, leurs propres discours, les entraves qu'ils ont voulu mettre au Commerce des autres Puissances, l'insulte réellement faite à leurs pavillons, toute leur conduite enfin, annonçoit qu'ils se regardoient comme les Souverains de la mer.

niere Lettre, auroit pu aisément s'élever au-dessus de cette crainte. D'ailleurs, pour détourner l'orage, il lui eût suffi d'être attentif aux démarches d'une certaine Puissance. L'étendue de son Commerce l'auroit mis dans le cas de conserver les alliances qu'elle avoit contractées avec plusieurs Nations du Nord & du Midi, qui, contens du profit qu'ils auroient trouvé à commerçer avec elle, lui seroient restées fidèlement attachées.

On cherchoit inutilement dans l'histoire un Peuple qui ait tiré autant d'avantage de ses Colonies, que l'Angleterre en a tiré des siennes.

L'Espagne & le Portugal se sont ruinés en faisant prospérer les leurs.

Celles que la Grèce avoit formées autour d'elle, ne lui furent presque d'aucune utilité (1). La plupart ne firent jamais corps avec leur Métropole, & se gouvernerent par des Loix particulières. C'est à ce défaut de politique, qu'il faut attribuer la facilité avec laquelle les Romains subjuguèrent cette contrée.

Les Colonies que les Carthaginois avoient établi sur les côtes d'Afrique, si vous en exceptez quelques

(1) Les Colonies Asiatiques, dans le commencement de la guerre des Perses, lui furent de quelque utilité. Mais avec le temps elles changerent de mœurs ; elles se laissèrent corrompre ; &, perdant de vue leur origine, on les vit s'allier avec ces mêmes Perses.

Villes, ressembloient aux Établissemens que les Nations de l'Europe ont formé depuis sur ces mêmes Côtes. Ce n'étoient que des Comptoirs où l'on plaçoit des Facteurs pour le débit & l'échange des marchandises.

Les Romains ne formerent point de Colonies au-delà des bornes de leur Empire. Comme, dans toutes leurs opérations, ils n'eurent que la guerre pour objet, ils ne s'en servirent que pour étendre leur domination, ou pour arrêter les incursions des Barbares.

Des Établissemens formés seulement pour attaquer, ou pour se défendre, eurent souvent besoin d'être repeuplés ; &, pour les conserver, il fallut tout détruire.

Si les Romains avoient eu du Commerce l'idée que nous en avons maintenant, s'ils avoient pu se persuader qu'il contribue au bonheur de Peuples, ils auroient tiré de leurs Colonies de plus gands avantages, en l'y encourageant ; mais leur éducation & la constitution de leur État politique s'opposoient à ce système. Il eût fallu, pour l'adopter, avoir un Gouvernement moins terrible, abolir les Loix qui défendoient aux Citoyens de commercer avec les Barbares, & ne pas confondre le Marchand avec ce qu'il y avoit de plus vil & de plus méprisable.

Il est étonnant que les grands hommes (1), qui

(1) Marc-Aurèle & les Antonins sont plus grands par leurs vertus particulières, que par leurs talents dans l'art de gou-

de temps en temps se sont trouvés à la tête de l'État, n'ont pas songé à corriger cet abus. Comment concilier un pareil oubli avec leurs connaissances ! Faut-il l'attribuer à la crainte d'offenser les Légions ? Ne doit-on pas plutôt penser que peu contents de se faire un nom par leurs vertus, ils chercheront encore à s'immortaliser par des conquêtes ? Avec une pareille façon de penser, on voit difficilement les abus qu'entraîne après soi un Gouvernement militaire.

Pendant leurs règnes, l'Empire, il est vrai, fut florissant. On ne vit que des spectacles occasionnés par des triomphes. Le Citoyen jouissoit tranquillement de ses richesses ; le Laboureur ensemençoit ses terres avec la certitude de pouvoir en offrir les prémices à ses Pénates. L'homme vertueux se montroit tel sans craindre d'offenser son maître. Le génie, sûr de trouver un protecteur, osoit dire ce qu'il pensoit : en un mot, les Romains furent heureux tant qu'ils vécurent ; mais ces Empereurs firent-ils assez en proscrivant les

verner. Trajan fut vraiment un homme d'État, son génie s'étendit jusqu'aux opérations de la finance. Il est le seul Empereur qui se soit apperçu que c'étoit un vice dans la constitution que d'avilir une partie des Citoyens. Adrien ne pensoit pas de même : aussi Trajan ne le nomma pour son successeur, que malgré lui. Ce Prince vertueux, qui possédoit au suprême degré l'art de connoître les hommes, ne le croyoit pas digne de gouverner l'Empire.

vices ? Non , sans doute. Il falloit encore tarir la source impure qui les produissoit.

Le Commerce a cela de particulier , qu'il rapproche les Nations les plus éloignées , & fait disparaître les distances qu'une politique mal entendue (1) a quelquefois mise entr'eux. Le Peuple Romain , en s'y appliquant , auroit vu le vide immense qui séparoit ses frontières de celles de ses voisins , se remplir insensiblement. Ce même Commerce , qui souvent est une occasion de rupture entre deux Nations policées , sert au contraire à entretenir la paix quand il y en a une de barbare.

Les Romains se trouvoient dans cette heureuse position , mais ils ne furent pas en profiter. Ils firent précisément ce qu'il ne falloit pas faire : ils défendirent toute communication avec les Étrangers : il falloit bien plutôt la favoriser , & commercer avec eux. Peu-à-peu ces Peuples se seroient civilisés : les

(1) Pour savoir si un État est despotique , il n'est pas nécessaire d'y vivre , ou d'en étudier la forme du Gouvernement : il suffit d'en examiner les frontières. Avant d'y arriver , on est souvent obligé de traverser une étendue immense de pays inculte & dépeuplé. Des déserts lui tiennent lieu de citadelles. Comme il est sans cesse en garde contre ceux qu'il a chargé d'exécuter ses volontés & qu'il ne compte point sur la fidélité des Sujets , il craindroit qu'une ville bien fortifiée ne servît d'asyle à la révolte , & n'arrêtât son pouvoir exterminateur.

mœurs ordinairement s'adoûcissent à mesure qu'on apprend à connoître les commodités de la vie, & quand on peut satisfaire ses besoins par des échanges, on perd bientôt le goût des incursions.

L'industrie de ces mêmes Romains, leurs connoissances, les Arts portés chex eux jusqu'à la plus haute perfection, les auroient mis dans le cas de commercer avec avantage, & par conséquent de faire d'immenses profits.

Leurs Colonies eussent été comme de grands magasins, où toutes les richesses de la terre seroient venues se déposer, pour delà se répandre & circuler par-tout l'Empire.

Plus un État présente un front étendu, plus il lui est difficile de garder les passages. Il est donc nécessaire qu'une pareille Puissance sache en quoi consiste les forces de ses Ennemis ; qu'elle connoisse leurs ressources, leurs alliances ; qu'elle soit instruite de leurs armemens, de leurs marches. Par le moyen du Commerce, rien de tout cela n'eût échappé aux Romains. A l'abri de toute surprise, ils auroient pu facilement prévenir le danger en se portant vers les lieux qu'on venoit attaquer.

Ce ne fut point l'énorme poids de sa grandeur qui fit tomber Rome. C'est, au contraire, à cette même grandeur qu'elle doit en partie la durée de sa longue existence. Toutes les Nations qui auroient pu lui disputer l'Empire du monde, ne faisoient

qu'un seul corps avec elle ; ce qui n'étoit pas Romain, étoit Barbare. Les avantages qu'on prétend que ces derniers ont eu à la longue sur les Peuples polisés, n'ont lieu qu'autant qu'on néglige de prendre, contre leurs attaques, toutes les précautions nécessaires. La conduite que la Chine (1) tient aujourd'hui avec les Tartares qui l'ont subjuguée deux fois, vient à l'appui de mon sentiment.

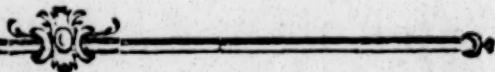
Si Rome a péri, c'est pour n'avoir pas changé la forme de son Gouvernement : pour n'avoir point eu du commerce l'idée juste qu'elle devoit en avoir : pour s'être laissé surprendre par les Barbares, & pour n'avoir été instruits de leurs ravages, qu'en apprenant leurs succès.

En Irlande le Citoyen est libre, & l'État est esclave. Pourquoi cela ? c'est que la Nation qui a

(1) Les Chinois sont trop peu entreprenans & trop médiocres en tout, pour avoir imaginé de semer la division parmi les Peuples de la grande Tartarie. Un Auteur moderne très-estimé prétend que c'est la famille actuellement régnante, originaire de cette même Tartarie, qui a formé ce vaste projet, & qui est venue à bout de l'exécuter. Sa politique adroite, sans paroître toucher à l'encensoir, a trouvé le moyen de diminuer la puissance du grand Lama. Un parti considérable qu'elle entretient à la Cour du Souverain Pontife, l'avertit de tout ce qui s'y trame, & quand une Horde Tartare s'avise de remuer, elle a sur-le-champ d'autres Tartares à lui opposer.

subjugué étoit commerçante , & que l'autre n'eût pas. Le contraire doit arriver, quand c'est une Nation barbare qui l'emporte sur un Peuple commerçant. Si les Romains s'étoient appliqués au Commerce , peut - être auroient-ils éprouvé le sort des Chinois , qui ont été assujétis, sans que l'Etat ait pu l'être.





LETTRE XVII.

ANTOINE A... AU COMTE DE B...

JE NE CONÇOIS RIEN à la conduite de vos Ministres. Je n'attribue cependant vos malheurs qu'à leur inexpérience. Il seroit peut-être difficile de trouver, dans tous les États Britanniques, des hommes aussi habiles à faire naître des moyens pour augmenter les prérogatives Royales ; mais je leur crois des connoissances bornées pour ce qui concerne les Affaires étrangères. Le mérite & le génie conduit presque toujours aux premières places chez nos voisins. Chez nous, on n'y parvient que par l'intrigue. Un homme qui toute sa vie n'a été occupé qu'à cabaler, ou dans la Chambre haute, ou dans la Chambre basse, voilà celui qu'on choisit pour régir l'État. Un pareil Sujet peut valoir beaucoup pour attirer à lui quelques Membres du parti de l'opposition. Mais quand il est question de combiner les intérêts de la Nation qu'on gouverne, avec ceux des autres Puissances ; quand il faut que nos regards se portent sur un autre Univers ; quand il s'agit de tout prévoir dans un plan d'opération, croyez-vous qu'il suffit de connoître notre constitution ? L'art de bien gouverner exige de plus grands talens.

Vous avez raison de regretter que le Lord Chatam ne soit pas à la tête des affaires. J'ai toujours dit qu'on songeroit à lui quand tout seroit désespéré. On a dédaigné jusqu'à présent de le consulter, parce que le Ministère craignoit qu'il ne dérangeât ses projets. Ce grand homme ne hait que les Ennemis de son pays : pour être employé, il faut haïr la Nation.

Qu'est devenue la considération dont vous avez joui pendant son Ministère ? L'Anglois pouvoit alors, sans craindre d'être insulté, déployer son pavillon dans toutes les mers connues. De Londres, il tenoit en respect ce même François qui l'humilie tant aujourd'hui, & il osoit lui faire la loi jusque dans l'enceinte de ses murailles. Les autres Puissances recherchoient à l'envi son alliance. Maître de tous leurs mouvemens, il pouvoit les accélérer ou les retarder à son gré. De Boston, il portoit un regard fier sur les Colonies Espagnoles, comme si elles devoient un jour lui appartenir. A Madras, il voyoit à ses pieds tous les Rois de l'Inde. Que va-t-il vous rester de tant d'États, de tant de grandeurs ? Que deviendra la dignité du Peuple Anglois ! Réduit bientôt à son Isle, je le trouverai fort heureux, si, dans cet état d'humiliation, il ne perd pas jusqu'à l'estime de lui-même.

Adieu, mon Ami : donne-moi, je te prie, le plutôt que tu pourras, de tes nouvelles : fais-moi savoir ce qu'on pense à Londres de l'expédition du

Général

Général Bourgoyne. Tous ceux qui connoissent ici le local du pays, la regardent comme téméraire & extravagante. La prise de Ticondérago , en affoiblissant son Armée , ne servira qu'à précipiter sa ruine. Si le plan que j'ai sous les yeux est juste , il lui est presqu'impossible d'avancer ou de reculer.





LETTRE XVIII.

LE MÊME AU MÊME.

MON AMI, le Congrès vient de recevoir la nouvelle d'un événement, qui assure pour toujours notre Liberté. Les Généraux Arnolfd & Gates, viennent de se couvrir d'une gloire immortelle. Par leurs manœuvres habiles, Bourgoyne s'est trouvé réduit à la triste nécessité de périr ou de mettre bas les armes. Cet homme, qui s'étoit vanté de conquérir l'Amérique, est maintenant en notre pouvoir avec les Troupes qu'il commandoit. Toute une Armée faite prisonniere de guerre par des hommes sans courage & sans discipline ! Quel sujet de triomphe pour l'Amérique ! Et, d'un autre côté, quel sujet d'humiliation pour l'Angleterre !

Que penser des lumières de ceux qui ont tracé le plan de cette Campagne ? Une pareille expédition me paroît aussi mal concertée que celle de Charles XII. Le Monarque Suédois échoua dans son entreprise, pour n'avoir pas vu dans Pierre-le-Grand, un adversaire digne de lui. Vous avez échoué dans la vôtre, pour vous être trompé sur le compte des Amériquains.

Votre Ministère n'est pas excusable de les avoir si mal connus. Je lui conseille , pour peu qu'il soit jaloux de son honneur & de celui de la Nation , de faire publier un Bill , qui avertisse le Public qu'on a mal jugé jusqu'à présent des ressources de l'Amérique ; que ses Habitans , bien loin d'être des poltrons , sont de très-braves gens ; que Waginston , Arnolfd & Gates , entendent bien le métier de la guerre. Cela servira du moins à vous faire supporter plus patiemment vos pertes. L'orgueil du Peuple Anglois y trouvera son compte ; & , comme il aime à se faire illusion , il se persuadera n'avoir été battu , que parce qu'il lui a fallu céder à la force.

Adieu , mon Ami : je me préparois à t'en écrire davantage , mais on m'arrache malgré moi de l'endroit où je suis : on me force d'aller partager l'allégresse publique. Il ne me convient pas , dit-on , d'être occupé , quand toute l'Amérique retentit de cris de joie.



LETTER XIX.

LE COMTE DE B... A ANTOINE A...

QUOIQUE JE N'APPROUVE PAS le parti que l'Amérique a prise de se déclarer indépendante, je n'en estime pas moins ses Habitans ; j'ai toujours eu d'eux l'idée qu'on devoit en avoir ; je ne les ai jamais regardé comme des ennemis méprisables, &, dans tous les temps, j'ai rendu justice à la prudence & à la conduite de Waginston. J'ai admiré sur-tout son habileté à éviter toute affaire générale. Ses dernières Campagnes sont un chef-d'œuvre de tactique. On pourroit les comparer à celles de Fabius, qui sauva la République en temporisant. Le Dictateur Romain dut en partie ses succès au bonheur qu'il eut de commander à un Peuple né pour la guerre. Waginston n'a pas eu le même avantage, il a fait cependant des choses aussi extraordinaires. Il doit résulter de grands effets de ses opérations.

C'est à la prudence d'un seul homme que les Romains durent leur grandeur. C'est à la sagesse de Waginston que l'Amérique devra un jour la sienne. Sans lui, elle n'eût pas conservé sa Liberté. Que

seriez-vous devenus pour lors ? La servitude n'eût pas manqué d'étouffer le génie de la Nation. Vous eussiez fini par ressembler à certains Peuples de l'Afrique ou de l'Asie, qu'on nous représente assez lâches pour se soumettre au premier Aventurier qui aborde chez eux.

Adieu, mon Ami. Toute Nation qui veut opérer de grandes choses, doit s'estimer sans doute, mais elle ne doit point pour cela mépriser ses Ennemis. Il ne faut pas que sa supériorité lui fasse négliger de prendre toutes les mesures convenables ; elle doit se comporter avec eux comme s'ils l'égaloient en courage. En publiant par-tout que ceux qu'elle va combattre ne tiendront pas devant elle, c'est affoiblir sa gloire dans le cas où elle auroit l'avantage ; & si au contraire elle est battue, elle s'expose à devenir le jouet & la risée des autres. Voilà précisément ce qu'il nous est arrivé.



LETTER XX.

LE MÊME AU MÊME.

L'AMBASSADEUR DE FRANCE vient de notifier à notre Cour, que son Maître a reconnu l'indépendance de l'Amérique. Je ne te rendrois que foiblement la surprise du Roi & celle des Ministres, lorsqu'ils ont appris cette nouvelle. Le Peuple, qui en a été instruit quelque tems après, s'est déchaîné à son ordinaire contre la Nation Françoise, & ne parle que de vengeance. Quand je considere notre position & le délabrement de nos affaires, je m'Imagine entendre les Athéniens déclamer contre le Roi de Macédoine, & ne parler que de punir, sur le point d'être réduits en esclavage. Peuple lâche ! Si vous vouliez avoir le droit de tenir ce langage, il falloit vaincre à Chéronnée.

Le Général Bourgoyne & son Armée occupent encore ici les esprits. On met sur le compte de notre Ministère le malheureux succès de cette Campagne : on prétend que c'est lui qui en a tracé le plan. Il seroit bien difficile, effectivement, d'y reconnoître l'ouvrage de l'homme de l'art.

Il faut n'avoir aucune connoissance du métier de la

guerre, ou être bien présomptueux, pour croire, qu'avec une petite Armée composée en partie d'Étrangers, harcelée sans cesse dans sa marche, obligée de faire des sièges, forcée de combattre à chaque instant pour disputer le passage d'une rivière, manquant de ressources pour se procurer des vivres, on pourroit traverser deux cens lieues de pays couverts de bois & entrecoupés de lacs. C'est faire trop d'honneur à cette expédition, que de la comparer à celle de Charles XII ; d'ailleurs elles diffèrent par les talents des deux Chefs, & par les moyens qui furent employés.

Les premiers succès du Roi de Suède avoient pu l'aveugler sur la témérité de son entreprise. Ce qu'il avoit fait à Narva avec une poignée de monde ; vingt combats livrés depuis & gagnés ; le peu d'obstacles qu'il rencontroit dans toutes ses marches ; l'Ennemi qui fuyoit toujours devant lui ; maître du destin de la Pologne, voilà des raisons qui peuvent justifier ce grand homme, d'avoir osé croire que rien ne lui étoit impossible, & qu'il étoit au-dessus de tous les dangers. Mais, qu'avoit fait Bourgoyne ? Quelle victoire avoit-il remporté, pour avoir l'orgueil de penser que rien ne pouvoit résister à l'effort de ses armes ? Quand on forme un projet vaste & grand, si on ne réussit pas, il faut du moins étonner par la hardiesse de ses efforts, & se faire admirer par son courage : c'est ce que fit Charles XII. Le Général Anglois n'a fait que se cou-

vrir d'un ridicule éternel , même en capitulant.

Adieu , mon Ami : la malheureuse journée de Saratoga a mis en défaut la politique de nos Ministres. Ils ne savent plus à quoi s'en tenir sur votre compte , & ils ne sont pas trop d'accord sur les moyens qu'il faut désormais employer pour vous mettre à la raison. Le Traité d'Alliance que vous venez de contracter avec nos Ennemis naturels , a occasionné diverses motions & fourni matière à de nouveaux débats & à de nouvelles spéculations.



LETTER XXXI.

LE MÊME AU MÊME.

L'ESPAGNE, en apparence, vient de faire envers nous un acte de générosité. Le Public, qui ignore qu'elle s'est rendue médiatrice, ne fait à quoi attribuer le silence qu'elle garde dans cette occasion, & paroît étonné de ce qu'elle ne s'est point encore déclarée contre nous.

Nos Ministres nous assurent que cette Puissance n'a que des vues pacifiques ; mais, comment les concilier avec les armemens considérables qu'elle fait, & les dépenses énormes qu'occasionnent ces mêmes armemens. Je crains que sa médiation ne se termine par augmenter le nombre de nos ennemis. Nous ne devrions jamais négocier, c'est un métier que nous n'entendons pas. De tout temps la politique Espagnole s'est jouée de la politique Angloise, & nous avons toujours été assez mal-adroits pour laisser deviner nos intentions, sans jamais deviner celles des autres.

Adieu, mon Ami, je ne puis m'entretenir plus long-temps avec toi. Le Lord S... notre ami commun, que je croyois encore à trois mille lieues d'ici, m'est venu voir ce matin : j'ai été obligé de lui donner

le temps que je t'avois destiné. Tu sais les raisons qui le déterminerent à passer aux Indes il y a plusieurs années. C'est un vrai Citoyen ennemi de toutes cabales, aimant réellement son pays, & également estimé par les différens partis qui divisent l'État.

Après avoir gémi quelque temps ensemble sur les maux qui désolent notre Patrie, tu as fait le sujet de notre entretien, & en nous séparant, il m'a promis de t'écrire.



LETTER XXXI.

ANTOINE A... AU COMTE DE B...

L'EUROPE s'apperçoit maintenant que nous valons la peine qu'on s'intéresse à ce qui nous regarde. Sans compter la France, qui secrètement a toujours été notre amie, plusieurs Puissances recherchent notre alliance. L'Allemagne a défendu à ses Sujets de s'enrôler pour servir contre nous. Un Prince puissant nous a fait passer des munitions de guerre. Des Hommes du premier mérite n'ont pas craint de traverser les mers pour venir servir sous nos Drapeaux. Plusieurs États du Nord viennent de donner des ordres pour que leurs Ports soient ouverts à nos Vaisseaux. Nous avons des Envoyés dans différentes Cours ; & la Tamise voit, dans le moment où je t'écris, flotter sur ses eaux le pavillon des Provinces-Unies.

Le Gouvernement François s'est comporté avec beaucoup de modération & de sagesse, en n'exigeant point de nous un Traité de Commerce exclusif. La liberté qu'il laisse aux autres Puissances de trafiquer, est une raison pour qu'elles ne soient pas jalouses de l'avantage qu'il tirera de notre indépendance. S'il eût

cherché à s'approprier tous les profits, il eût peut-être alarmé toute l'Europe. Les Alliés de l'Angleterre n'auroient pas manqué de prendre part à nos débats, au-lieu que ces mêmes Alliés, dans l'espérance de partager sa dépouille, la laisseront seule vider sa querelle.

Sur quelque puissance que je m'arrête, je n'en vois pas une seule qui soit intéressée à nous nuire. Quand l'Angleterre feroit en guerre avec la France, toutes doivent rester tranquilles, tant qu'il ne sera question que de ce qui nous regarde. La Hollande même, qui s'est obligée de lui fournir des hommes & certains nombres de vaisseaux dans le cas où elle feroit attaquée, peut facilement éluder sa promesse, sans manquer à la foi des Traités (1).

On fait ici courir le bruit que l'Espagne a pris le parti de la neutralité. On prétend même que notre indépendance l'alarme. Je ne vois pas qu'elle feroit la cause de ses craintes : notre séparation la débarrasse d'un ennemi, notre union lui en conserveroit deux qui, en s'entendant bien, finiroient par lui enlever toutes ses Colonies ; au-lieu que l'Amérique Septentrionale se gouvernant par ses propres Loix, sera trop

(1) M. Mabli, dans son Droit public de l'Europe, a donné les raisons dont peuvent se servir les Hollandais pour éluder la promesse qu'ils ont faite à l'Angleterre.

occupée d'elle-même pour songer à conquérir (1). La possession du Mexique & du Pérou deviendroit la cause de sa corruption & de sa perte. Si elle veut se conserver long-temps libre & heureuse, il faut qu'elle laisse l'Espagnol languir oublié dans la partie du monde qu'il habite.

Adieu, mon Ami, je te quitte pour m'occuper des intérêts de mon pays. Tu n'ignores pas que je me suis chargé, avec plusieurs autres Membres du Congrès, de la partie de la législation.

(1) Dans la douzième Lettre, on a vu détaillé plus au long les raisons qui doivent engager l'Espagne à ne pas s'opposer à l'indépendance des Provinces-Unies de l'Amérique.





LETTER XXIII.

LE LORD N... A ANTOINE A...

ME voici enfin de retour à Londres ! J'ai donné mes premiers momens à ma Patrie : j'allois donner les autres au repos, quand je me suis rappellé que j'avois, à Philadelphie, un Ami.

Pardonne-moi, je te prie, si je n'entre pas aujourd'hui dans quelques détails sur ce qui regarde les différens Peuples chez lesquels j'ai vécu. Je te ferai part dans un autre moment de mes remarques. Je suis trop occupé des objets présens, pour pouvoir partager mon attention. Tout ce qui me touche, Parens, Citoyens, toi-même enfin, quoiqu'éloigné, contribue à m'ôter cette tranquillité si nécessaire pour bien rendre mes idées.

Je vais cependant hasarder de te parler de mon Pays. J'aime à m'en entretenir, sur-tout avec toi; d'ailleurs je suis bien aise de te communiquer mes inquiétudes touchant son intérêt présent.

En partant pour l'Inde, j'ai laissé la Nation florissante au-dedans, & respectée au-dehors. Excepté

une seule Puissance, toutes les autres recherchoient notre alliance. A mon arrivée, j'ai trouvé sa situation bien différente. Ceux qu'elle bravoit autrefois, osent la braver à leur tour. Nos vaisseaux qui jadis couvraient toutes les mers, viennent maintenant chercher un asyle dans nos Ports. L'Ennemi tous les jours insulte impunément nos Côtes. Ce n'est plus lui qui tremble pour ses foyers, c'est nous qui tremblons aujourd'hui pour les nôtres. J'ai vu d'indignes Citoyens, qui au-lieu de s'apprêter à repousser l'Ennemi, n'étoient occupés qu'à mettre en sûreté leurs richesses. Quel fond l'État peut-il faire sur des hommes qui se comportent comme s'ils devoient être battus? Quel secours peut-on espérer de pareils défenseurs?

Mais, d'où peut provenir un semblable découragement. Pour en trouver la cause, c'est jusqu'au Ministère même qu'il faut remonter. La conduite qu'il a tenue jusqu'à présent est inconcevable. Dans le commencement de nos débats avec l'Amérique, il a traité de visionnaires ceux qui craignoient que la France ne prît part à votre querelle. Pendant tout le temps que la médiation de l'Espagne a duré, comment s'est-il comporté? Étois-ce en lui faisant de fausses promesses & en manœuvrant sourdement contre elle, qu'on pouvoit se flatter d'en faire un ami? Non, il falloit faire un sacrifice en sa faveur. Peut-

être, par ce moyen, l'eussions-nous engagé à conserver la neutralité.

Aujourd'hui que ces deux Puissances ont réuni leurs forces contre nous, que fait encore ce même Ministère ? A la nonchalance la moins excusable, à la plus sotte crédulité, succède une fierté hors de faison : encore si, pour la soutenir, on prenoit un parti vigoureux. Mais non, bien loin de chercher à ranimer le courage de la Nation par quelque action d'éclat, on ne s'occupe qu'à l'effrayer, en se tenant sur la défensive. Ah, mon Ami, si Chatam vivoit parmi nous ! si sa voix pouvoit se faire entendre au milieu de nos Assemblées, je l'entendrois dire aux Ministres : Après avoir perdu l'État vous prétez le régir. Lâches, descendez de la place que vous occupez : quittez ces rênes que vous ne pouvez plus tenir : courez ensevelir votre honte dans la retraite, & laissez à des mains plus habiles le soin de nous gouverner.

Adieu, mon Ami : apprends-moi dans quel état sont nos affaires. Fais-moi savoir s'il n'y auroit pas quelques moyens de réconcilier l'Amérique avec la Métropole. J'ose exiger ce service de ton amitié.



LETTRE



LETTRE XXXIV.

LE MÊME AU MÊME.

JE JOUIS MAINTENANT DE MOI, mon Ami, & je puis m'entretenir à mon aise avec toi.

Tu fais que ce ne fut point l'envie d'augmenter ma fortune, qui me fit entreprendre le voyage de l'Inde. Un motif plus désintéressé, plus noble, me détermina à y passer. Je voulois acquérir de nouvelles connaissances. Je crus ne pouvoir mieux m'y prendre, qu'en étudiant les mœurs des Peuples polisés de l'Asie. Je brûlois, sur-tout, du désir de visiter ces heureuses contrées, où le premier d'entre les hommes rechercha la société de son semblable (1), où il commença à

(1) M. Deslande, dans son *Histoire critique de la Philosophie*, a prétendu que l'Inde est le berceau de toutes les Sciences. L'Égypte, dit-il, a tiré des Indiens la plupart de ses institutions. C'est à l'école des Gymnosophistes, continue-t-il, que plusieurs Sages de la Grèce ont puisé leurs connaissances. D'autres Savans placent ce même berceau chez les Peuples Septentrionaux. L'un & l'autre système ont effuyé des critiques, & trouvé des approbateurs. Parmi les raisons qui ont été alléguées, on en a oublié une sans laquelle l'état de

connoître que le bonheur s'accroît par celui des autres, où, pour la première fois, on entendit prononcer les noms d'époux, de frere & d'ami. Voilà les raisons qui, pendant plusieurs années, m'ont tenu éloigné de ma Patrie.

Étant arrivé à Madras, j'y liai connaissance avec un Brame d'un certain âge, qui parloit un peu l'Anglois, & qui étoit très-versé dans la connoissance des Loix de son Pays. Je fus bientôt assez son ami pour lui faire confidence du motif de mon voyage. Il fut surpris d'apprendre que j'avois traversé tant de mers dans le seul dessein de m'instruire. Étranger, me dit-il, il faut que tu aies bien de la vertu, pour être venu de si loin chercher la science parmi nous. Tu veux, sans doute, savoir quelle est la forme de notre Gouvernement, quelles sont nos institutions, & quelles mœurs nous avons? Tu n'auras qu'une idée imparfaite de toutes ces choses, si tu te contentes de converser avec moi, & de lire nos ouvrages. On ne peut apprécier ce que valent les Loix d'une Nation, qu'en les considérant dans le rapport qu'elles ont avec la constitution des individus. C'est par le bonheur dont ils jouissent, qu'il faut évaluer la sagesse

la question ne pouvoit pas être éclairci. La matière que je traite ne me permet pas de transcrire ici les remarques que j'ai faites à ce sujet. J'espere quelque jour les rendre publiques.

de ces mêmes Loix. Peut-être que les nôtres, transportées dans un autre pays, y causeroient des maux infinis.

Pour qu'un Peuple puisse tirer avantage de ses Loix ; il faut qu'elles aient été faites pour lui, & qu'il ne se soit policé qu'avec elle. Si , au-lieu de se corrompre avec le temps, elles se maintiennent dans toute leur pureté, on peut dire que le Législateur a prévu tous les cas , & on peut regarder de semblables Loix comme un présent du Ciel: telles sont les nôtres. Elles n'ont point varié depuis leur origine. Nos mœurs n'ont pas plus changé qu'elles , & le bonheur dont nous jouissons aujourd'hui, est le bonheur dont jouissoient nos peres. Je t'invite donc , continua-t-il , si tu veux avoir une idée juste de notre Gouvernement , de m'accompagner dans nos paisibles contrées. Je t'y offre une retraite sûre pendant tout le temps que tu voudras y rester. Si des plaisirs tels que la Nature les présente font de ton goût , attends-toi à les trouver parmi nous ; examine bien ce que je te propose ; réfléchis sur ce que tu dois faire , & décide toi.

Vertueux Vieillard, lui répondis-je , toutes mes réflexions sont faites, je suis prêt à vous suivre , je voudrois déjà vivre parmi vous. Tes vœux feront bientôt satisfaits , repart-il , j'ai rempli la tâche que je m'étois imposé , demain nous partons.

Je ne te ferai point la description des différens lieux par où j'ai passé ; je te dirai seulement , qu'après

plusieurs jours de marche, j'arrivai avec mon Conducteur au pays des Gentoux.

Pendant le temps que j'ai vécu avec eux, j'ai appris à les connoître. La fraternité de nos Quakers n'approche pas de l'union qui régne parmi ces Peuples. Jamais Indou n'a murmuré contre la Providence : leurs mœurs sont simples comme leurs Loix. Contenus des fruits que la terre leur procure, ils ne vont point chercher chez l'Étranger de quoi satisfaire leurs besoins. Le premier homme qui commença par verser le sang de son semblable, n'habitoit point ces heureuses contrées. On n'y compte pas les Héros par le nombre des destructeurs du genre humain. Nulle Horde n'en est sortie pour ravager la terre. C'est-là que la Nature a voulu conserver son plus bel ouvrage, tel qu'il est sorti de sa bienfaisante main.

Je t'avouerai que la douceur du caractère de ces Peuples a pensé me faire oublier ce que je dois à mon Pays. J'ai songé à m'établir parmi eux : une seule chose m'en a détourné, c'est la vieillesse prématurée des femmes. Nubiles avant dix ans, elles sont stériles à vingt-cinq. Ce défaut de proportion dans la distribution du plaisir entre les deux sexes, humilioit trop à mes yeux celle que j'aurois voulu éléver au-dessus de moi-même, pour la rendre plus digne de mon attachement.

Malgré cela, j'eus toutes les peines du monde à me séparer du Vieillard qui m'avoit si généreusement

donné l'hospitalité. Tu n'as pas le courage d'être heureux , me dit - il , en m'embrassant. Je te plains , adieu , je vais prier Brama qu'il veille sur toi. Aussi-tôt il s'éloigne en me jettant un regard plein de cette tendre pitié que les hommes , qui aiment leurs semblables , ressentent ordinairement pour ceux qu'ils croient laisser dans l'erreur.

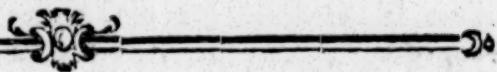
De retour à Madras , je n'y restai que le temps dont j'eus besoin , pour trouver un vaisseau qui me conduisit en Chine. J'étois prévenu en faveur des Mandarins du pays. Je croyois trouver des hommes instruits & éclairés , mais je fus bientôt désabusé. Je ne tardai pas à m'apercevoir que je n'apprendrois rien avec eux. Pour m'en consoler , je m'occupai , pendant mon séjour , à étudier leurs Loix , & à connoître la forme de leur État politique. Je fus surpris de voir que leur Gouvernement , dont on m'avoit vanté la sagesse , étoit défectueux en bien des points. Ce qui me frappa , sur-tout , c'est la mal-adresse de leurs Législateurs qui , en voulant assurer la tranquillité de l'État au-dedans , n'y étoient parvenus qu'en diminuant les moyens de sûreté contre les attaques du dehors. Je fis part de mes observations : on convint que j'avois quelque raison , mais on prétendit en même - temps qu'il valoit mieux être exposé dans l'espace de deux siècles à une révolution , plutôt que d'être sans cesse trouble par des divisions intestines. Je pouvois facilement répondre à cette objection ,

mais j'aimai mieux me taire, parce qu'en Chine, comme dans tous les États despotiques, il est dangereux de blâmer l'administration. Je quittai ce Pays, très-enchanté des manières de ses Habitans, mais peu édifié de leurs vertus.

De tous les Peuples de l'Asie, le Tartare est celui qui mérite le plus l'attention du Voyageur. Pendant mon séjour à Pékin, j'ai eu occasion de converser avec plusieurs. Je n'ai pas pour cela appris à les connaître. On se tromperoit à coup sûr, si on s'avisoit de juger de cette belliqueuse Nation par les successeurs de ceux qui ont subjugué la Chine. Pour en prendre une idée juste, il faut aller vivre avec eux dans leur propre pays, & les accompagner quelque temps dans leurs courses.

Adieu, mon Ami, donne-moi le plutôt que tu pourras de tes nouvelles, &, s'il se peut, répond à la demande que je te fais dans ma première Lettre.





LETTRE XXXV.

ANTOINE A... AU LORD N...

MON AMI, quoique je sois du nombre de ceux qui ont été choisis par la Nation pour veiller à ses intérêts, je puis, sans manquer à mon devoir, répondre à ta question. Je vais te parler avec cette franchise que tu me connois. C'est ainsi que je me suis toujours comporté avec ceux que j'estime & que j'aime.

Quand c'est l'amour de la Liberté qui oblige un Peuple à faire tous ses efforts pour se détacher d'un autre, il est rare que la querelle ne se termine pas à son avantage (1). Ce même Peuple connaît trop bien ce qui lui est utile, pour ignorer qu'il ne peut éviter la servitude, qu'en se gouvernant par ses propres Loix. Quelle condition pourroit-on lui offrir capable de balancer celle - là ? Serois - ce de demeurer libre en faisant partie du Corps national ? mais, supposons qu'on lui accorde ce droit, pourquoi se mettre dans le cas d'avoir obligation à un autre

(1) Les États de Hollande & les Cantons Suisses en sont une preuve bien certaine.

d'un bien dont on est possesseur ? D'ailleurs, quel seroit le garant de sa Liberté ? Où iroit-il en chercher qui vaille mieux que lui ? Dans toutes les opérations, mon Ami , il faut toujours agir par les moyens les plus simples ; c'est la marche que suit ordinairement la Nature. Ce seroit nous écarter de ce principe , que de remettre entre vos mains cette même Liberté , pour après la tenir de vous.

Vos Ministres trompent le Peuple , en l'assurant que nous cherchons à nous réconcilier avec la Métropole. Eux-mêmes , à leur tour , sont trompés par leurs Agens. La plupart ne sont que des Aventuriers sans connoissance & sans talent , qui dans l'espoir de butiner & de s'enrichir à nos dépens , tâchent de leur persuader , qu'en faisant le moindre effort , on pourra nous assujétir. Qu'ils consultent les hommes instruits & éclairés , tels que Carleton & les deux frères Howes , ils apprendront d'eux à nous mieux connoître. Ils sauront que nous ne regardons plus notre indépendance comme une affaire douteuse , que nous sommes trop généreux pour tromper nos Alliés , & que nous savons respecter la foi des Traités. Qu'ils ne s'imaginent pas que quelques Sujets enrôlés par force , ou des Citoyens perdus de dette , puissent tenir tête au reste de la Nation , & déranger l'ordre de notre nouvelle constitution. Pensent-ils que des incursions faites à la maniere des Sauvages , soient capables de nous intimider ? Ces sortes d'expéditions annoncent , de leur

part, une grande foiblesse, & sont une preuve de notre supériorité.

Examine avec attention la position des deux Peuples : réfléchis sur les motifs qui les font agir. L'un attaque, l'autre se défend. Auquel des deux penses-tu que doit rester la victoire ? Dans bien des cas, c'est presque toujours l'attaquant qui l'emporte. Dans celui-ci, il faut qu'elle reste à la Nation qui se défend. Pourquoi cela ? C'est que le premier ne combat que pour acquérir des esclaves, & que l'autre n'a pris les armes que pour s'empêcher de le devenir.

Adieu, mon Ami : votre Gouvernement se flatte envain d'avoir parmi nous de véritables partisans. Nos Milices n'ont qu'à se présenter pour vous enlever ceux que la crainte ou la force vous ont donné pour un moment. Sur quelque Province que je jette les yeux, je n'y vois que des Habitans jaloux de leur liberté, & qui, pour la conserver, sont prêts à tout sacrifier.





LETTER XXVI.

LE MÊME AU MÊME.

LA VERTU d'un Peuple, qui combat pour sa Liberté, s'accroît ordinairement par les efforts qu'il est obligé de faire pour conserver cette même Liberté. Tous les individus, dans ce moment, semblent n'en former qu'un. On croiroit que la même ame les anime. Tous ont la même crainte, tous ne connoissent qu'un seul danger, & tous aspirent au même bien.

Des hommes qui ont été si étroitement unis, respectent long-temps les Loix que ses nouveaux fondateurs lui ont donné. L'image des Citoyens qui se sont sacrifiés pour la cause publique ; le souvenir de leurs belles actions ; leurs noms célébrés par des hymnes que chante la Nation rassemblée ; les monumens élevés en leur honneur ; le dépôt précieux qui renferme leurs connoissances ; toutes ces choses servent à perpétuer la vertu chez un pareil peuple.

Quelquefois je détourne mes regards des horreurs qui nous environnent, pour m'occuper du bonheur qui nous attend. Je ne me borne pas à examiner ce que deviendra la race actuelle. Je me transporte au

milieu de nos neveux ; je suis la marche de leurs opérations ; je partage les peines qu'ils se donnent à civiliser les Hordes sauvages ; je montre à ces derniers comment il faut s'y prendre pour rendre fertile cette terre qu'ils se contentent de fouler aux pieds ; je prends plaisir à leur en distribuer les fruits , & je me réjouis avec eux de la félicité des siècles à venir.

Je ne fixe pas mon attention seulement sur les Provinces - Unies de l'Amérique. Mon imagination ose embrasser toute la terre. J'accompagne nos vaissieux à travers les mers immenses qu'ils parcourent. Je visite les pays les plus éloignés ; je trafile avec leurs Habitans ; j'échange avec eux nos denrées , nos marchandises. Ma bonne foi me fait avoir la préférence sur les autres Nations. Par ce moyen j'enrichis ma Patrie , & j'augmente la population en augmentant l'industrie.

Mais l'idée sur laquelle je me plais à m'arrêter davantage , c'est lorsque je me figure que l'Amérique pourra un jour s'acquitter envers l'Angleterre des services qu'elle en aura reçu. Oui , mon Ami , quand les mœurs étrangères auront achevé de vous corrompre ; quand l'espèce humaine sera tout-à-fait usée chez vous ; quand tous les fléaux , qui marchent avec le despotisme , auront privé votre Isle des trois-quarts de ses habitans , c'est alors que l'Amériquain sensible viendra repeupler cette même terre , qui aura nourri ses peres. Il lui restituera tout ce qu'il en aura reçu.

Il y fera renaître le goût du travail, l'amour de la Liberté, & toutes les vertus qui les accompagnent. C'est ainsi qu'on voit un fils absent depuis plusieurs années, accourir à la voie de sa mère expirante. Sa présence seule suspend le dernier coup que la mort alloit frapper. Bientôt ses caresses achevent de rendre la vie à celle qui lui a donné le jour.





LETTRE XXVII.

LE LORD N... A ANTOINE A...

TOUT EST ICI dans le plus grand désordre. La Nation n'a plus de confiance dans ceux qui la gouvernent. La mésintelligence régne parmi les Ministres. Toutes les Séances du Parlement se passent en vains discours. Ce n'est point pour remédier aux maux de l'État, ni pour discuter les intérêts de la Nation, qu'il s'assemble. On n'y est occupé qu'à former des accusations vagues. Les procès ridicules que nous intentons à nos Généraux ; les invectives qui nous échappent sans cesse contre le Ministère ; nos victoires supposées ; nos conquêtes imaginaires ; l'orgueil de notre populace ; la petitesse de certains Membres qui la représentent, tout cela fert à amuser les autres Puissances de l'Europe, qui, sans en excepter nos Alliés, semblent ne vouloir prendre part à notre querelle ; que comme à un jeu qui peut les divertir quelque temps. A voir la conduite qu'ils tiennent avec nous, on seroit tenté de croire que la France leur a tenu ce langage. Ma partie est bonne, contentez-vous d'être spectateurs, vous en partagerez les profits sans fournir aucun fond.

Tandis que l'Angleterre fait de son mieux pour faire rire ses voisins, les Provinces-Unies de l'Amérique s'occupent d'un rôle bien plus intéressant, & ne présentent aux yeux de l'Univers étonné, qu'un spectacle digne de toute son attention. La sagesse qui préside aux délibérations de votre Congrès ; son adresse à se ménager l'amitié d'un Allié puissant ; le sacrifice volontaire qu'ils font de toute leur fortune ; leur amour pour la liberté ; toutes leurs vertus enfin forment un contraste frappant avec les vices de ceux qui, chez nous, sont chargés de veiller aux intérêts de la Nation.

On pourroit compter, parmi ces derniers, des Intrigans qui ne songent qu'à se faire valoir ; des esprits séditieux qui n'attendent qu'un événement pour se montrer tels ; des hommes tout-à-fait dévoués au Ministère : que fait-on ? Peut-être y trouveroit-on des traîtres vendus à nos Ennemis.

C'est à la faiblesse de notre administration que vous devez la plus grande partie de vos succès. Votre courage, la fermeté de vos Chefs, la distance qui se trouve entre nos deux Continents, l'appui même de la France ne vous eussent servi à rien, si, dans le commencement des hostilités, nous eussions suivi les conseils du grand homme qui, dans la dernière guerre, a tenu les rênes de l'État.

C'est pour nous être écarté de la route qu'il nous avoit tracé ; c'est pour avoir substitué à des moyens

vigoureux le manège d'une politique artificieuse ; c'est pour nous être amusé à négocier, tandis que nous devions frapper, que nous perdrions l'Amérique.

Il se trouve parmi nous des esprits assez faux & des ames assez viles pour chercher à obscurcir la gloire du Ministre célèbre que je viens de citer. Ils lui attribuent tous les maux qui nous accablent aujourd'hui. Ne croiroit-on pas, à les entendre ainsi parler, que pendant son ministère il a appauvri la Nation ? qu'il a diminué le nombre de ses possessions ; que ses flottes ont été battues, & qu'il l'a déshonorée par un Traité de paix honteux. Cependant il n'existe rien de tout cela, tu ne l'ignores pas. Sur quoi fondent-ils donc leurs accusations ? Je vais te l'apprendre. Ils lui font un crime d'avoir trop humilié nos Ennemis, & d'avoir mis des bornes à leur Commerce en étendant le nôtre. Quelques grandes que soient ces deux fautes, disent-ils, on pourroit les lui pardonner. Mais, qu'avoit-il besoin d'élever le génie de la Nation ? Pourquoi lui faire prendre de sa puissance une trop grande idée ? Voilà, mon Ami, les reproches qu'ils ne rougissent pas de faire au plus vertueux Ministre que l'Angleterre ait eu. Comment ne pas s'apercevoir, qu'en tenant un pareil langage, on s'avilit soi-même ! Que deviendrons-nous, si notre propre grandeur nous effraie, & si nous nous croyons incapables d'en soutenir le poids.

La France, que nous avons tant humiliée, ose

aujourd'hui se mesurer avec nous. Elle s'estime assez pour prétendre nous faire la loi. Qui nous empêche de penser comme elle ? A quel peuple sera-t-il permis d'avoir bonne opinion de lui-même , si ce n'est à celui dont les travaux ont été couronnés pendant soixante ans par des succès continuels ? N'oublions donc jamais ce que nous avons été : & quels que soient nos revers , ayons assez de vertu pour nous croire capables de faire aujourd'hui ce que nous avons fait autrefois.

Adieu , mon Ami : donne-moi , le plutôt que tu pourras , de tes nouvelles.



LETTRE

LETTRE XXVIII.

LE MÊME AU MÊME.

JE ME SUIS TROUVÉ dernièrement dans une Assemblée, dont le moindre personnage s'estimoit assez pour se trouver capable de gouverner l'État.

De ma vie je n'ai vu des hommes si contens d'eux-mêmes, ni entendu débiter des fadaises avec tant de prétention. Tu auras peine à croire qu'il puisse exister de pareils originaux.

Ils passèrent en revue tous les Ministres du règne passé, ainsi que ceux du règne actuel. Ils ne firent grâce à aucun. Leur supériorité leur faisoit toujours découvrir en eux des défauts échappés à la connoissance du Public. Je voulus prendre la défense d'un seul : sur-le-champ on me ferma la bouche, en me disant que je ne connoissois rien à ces matières-là. L'homme dont vous nous parlez, continua l'un d'eux, n'est pas sans talent aux yeux de certaines personnes. Mais quand ce même talent est apprécié par le génie, il est réduit à bien peu de choses.

Je m'avisaï de demander à ce même homme comment il s'y prendroit, si on le plaçoit aujourd'hui à la

tête des affaires. Je puis aisément vous contenter, me répondit-il, ma maniere seroit simple & facile. Je reconnoîtrois l'indépendance de l'Amérique , je rendrois aux Espagnols Gibraltar & Mahon. Je partagerois avec la France le Commerce de l'Inde , je lui céderois la Dominique & le Sénégal. A ces conditions la paix seroit bientôt conclue , & nous conserverions le reste. Votre génie ne vous a-t-il point suggéré d'autres moyens, lui demandai-je encore? Ma foi non, me dit-il, il m'est arrivé, à moi qui vous parle, de faire de fort mauvaises affaires. Qu'ai-je fait? j'ai cédé la moitié de ma fortune pour être le maître de l'autre moitié , l'État peut faire de même. Fort bien imaginé, lui répondis-je? Je vous remercie pour nos Ministres du bon conseil que vous venez de donner : s'ils connoissoient tout ce que vous valez , ils ne manqueroient pas de vous employer. Ils s'en donneront bien de garde , reprit mon homme , les gens de mérite trouvent difficilement des protecteurs , il faut qu'ils se placent d'eux-mêmes. J'eus besoin , dans ce moment , de tout mon sang-froid pour ne pas éclater de rire. Une femme sensée , qui nous avoit écouté , n'en fit pas de même : elle s'approcha de moi , & me dit tout bas: voilà un sot personnage ! il faut qu'il soit bien borné , puisqu'il ne voit pas que vous le persiflez.

Adieu , mon Ami , il n'est point d'emploi qui entraîne après lui tant de dégoût que celui d'homme d'État. Si ceux qui aspirent à le devenir en connois-

soient toutes les charges, ils se garderoient bien de l'ambitionner. Il est rare qu'on leur rende justice de leur vivant. Tant qu'ils sont en place, ils sont exposés aux plaisanteries des Courtisans. Il faut qu'ils souffrent patiemment, je ne dirai pas les importunités des Grands, mais celles du moindre de leurs protégés. S'ils échouent dans leurs opérations, on les en rend responsables. Si, au contraire, ils réussissent, c'est alors que l'envie se déchaîne contre eux. On voit s'attrouper, de toutes parts, les calomniateurs de profession, qui s'efforcent de leur faire perdre l'estime publique.



LETTER XXIX.

ANTOINE A... AU LORD N...

IL SEROIT quelquefois plus avantageux pour certains États d'avoir pour Souverain un homme médiocre, qu'un homme de génie.

Les entreprises du premier sont toujours proportionnées à l'étendue de ses moyens; &, dans tout ce qu'il fait, il consulte les facultés de son Peuple.

Le second ne considere que ses propres forces. Comme elles sont considérables, il dédaigne souvent de regarder autour de lui. Là, où l'autre n'apperçoit que des difficultés, il y voit, lui, des ressources. Tout ce qui passe par ses mains s'agrandit. Ses moyens, de faibles qu'ils étoient, deviennent puissants. Rien ne lui paroît impossible, & il n'est occupé qu'à former de vastes projets.

S'il réussit dans ce qu'il entreprend, son Peuple s'en trouve mieux, & doit y gagner quelque chose; mais comme ce même Peuple n'a pas beaucoup contribué aux succès des opérations, son bonheur ne peut-être que momentané.

Tant qu'un pareil Prince régne, tout va bien. Si son Successeur lui ressemble, cette Puissance pourra se maintenir dans le même degré de vigueur. Mais si celui qui doit venir après eux n'est qu'un homme ordinaire, l'édifice alors, qui n'est plus soutenu par des mains aussi habiles que celles qui l'avoient élevé, ne tarde pas à s'écrouler, & l'État redevient ce qu'il étoit.

Il y auroit de l'injustice à faire l'application de ceci au Peuple Anglois. C'est une erreur de penser que le Lord Chatam fut trop grand pour lui. Si vous êtes déchu de ce haut point de grandeur où vous vous étiez élevé pendant son ministère, ce n'est pas à la Nation qu'il faut s'en prendre, mais à ses Ministres, qui sont trop petits pour elle.

Supposons pour un instant qu'il existoit parmi vous, avant notre séparation, un homme plus éclairé que Pitt ; donnons-lui le génie de plusieurs génies ; plaçons-le à la tête du Gouvernement : eh-bien ! quelles qu'eussent été les entreprises qu'il eût formé, la Nation eût pu le seconder. Que dis-je ? l'étendue des moyens qu'il eût trouvé chez elle, eussent surpassé de beaucoup l'étendue de ses projets. Telle est, mon Ami, l'idée que je m'étois formé de votre puissance.

Quand on ose avancer que l'Angleterre avoit pris un vol qu'elle ne pouvoit pas soutenir, ce n'est pas au Ministre qu'on manque, c'est la Nation qu'on offense. Je soutiens, moi, que rien n'eût été capable de résister

aux forces réunies de l'Amérique & de sa Métropole. C'est ce que tous les Gouvernemens de l'Europe ont vu. Aussi le plus petit État, sur-tout s'il possède le moindre ruisseau, doit souhaiter que notre indépendance s'affermisse.

Adieu, mon Ami. Lorsque j'examine la grandeur de l'entreprise dont le Congrès s'est chargé ; lorsque je me rappelle que notre cause est celle de l'humanité ; lorsque je considère que de notre Liberté dépend celle de toute l'Amérique, mon ame s'échauffe. Je voudrois faire passer dans celle des autres tout le feu qui l'anime. Je voudrois pouvoir en embraser toute la terre. Quel moment pour le bonheur du monde ! Qui pourroit calculer tout le bien qui doit résulter pour lui de notre indépendance.





LETTRE XXX.

ANTOINE A... AU LORD N...

NE SUIS-JE pas toujours le grand Corneille, s'écria un jour ce Poète, indigné de ce qu'on cherchoit à lui ravir une partie de sa gloire.

Si toute une Nation, qui a opéré de grandes choses, étoit capable de ressentir un semblable mouvement, quand tout se réunit pour l'accabler, que ne pourroit-on pas espérer d'elle? Combien ne se rendroit-elle pas redoutable aux autres Puissances?

Si les Romains se sont relevés tant de fois de leurs pertes; s'ils se sont montrés souvent aussi grands après la défaite comme après la victoire; s'il leur est arrivé de faire la loi à leurs ennemis, quoique vaincus; si, malgré la corruption de leurs mœurs & l'imbecillité de leurs derniers tyrans, ils opposerent tant de résistance au choc des Barbares; si jusque dans leur décadence ils furent supérieurs à tous les autres Peuples, c'est parce qu'ils n'ont jamais perdu de vue les belles actions de leurs Ancêtres.

Pendant tout le temps que les Grecs ont tenu une pareille conduite, ils ont été le premier Peuple de

la terre. Dès l'instant qu'ils s'en sont écartés, ils en sont devenus le plus méprisable.

Quelle que soit la contrée sur laquelle je fixe mes regards, que les Nations y soient sauvages ou policiées, c'est toujours celle qui peut s'estimer le plus (1), qui l'emporte sur les autres.

Si, des Peuples, je descends jusqu'aux individus qui les composent : si, sans en excepter les Chefs, je les examine les uns après les autres, je m'apperçois qu'ils ne sont grands qu'autant que ce sentiment agit sur leur ame.

(1) L'estime qu'un Peuple a de lui-même pour ce qui concerne les opérations militaires, doit être fondée sur la connaissance de ses propres forces comparées avec celles de ses ennemis. Si pendant tout le temps qu'il s'est mesuré avec eux l'avantage est restée de son côté, cette estime est juste.

Pour ce qui concerne les individus, ils peuvent prouver qu'ils ont raison de s'estimer, non-seulement par leurs actions, mais encore par leurs productions.

Celui qui se croit supérieur à ce qu'il est réellement, ne peut avoir qu'une fausse estime de lui-même. Tel parut le lâche Tersite au siège de Troye. Tel fut Zoïle sous un des Ptolomée, & tel est de nos jours ce malheureux Chef de Tartares, qui pour Palais n'a qu'une tente, pour État que des déserts, pour nourriture que du lait de jument, & qui, malgré sa misère & sa foiblesse, s'imagine être en état de commander à tous les Souverains de la Terre.

Le sage Ulysse n'eût jamais osé disputer à Ajax les armes d'Achille, s'il n'eût pas eu de lui-même la plus haute idée.

Alexandre eût-il hasardé le passage du Granique? Thamas Kouli-kan eût-il enrichi la Perse des dépouilles de l'Inde, s'ils eussent estimé leurs ennemis autant qu'eux-mêmes?

Considère ce Henri que toute l'Europe admire. Suis-le dans les plaines d'Ivri. D'où lui vient tant d'audace? si ce n'est de la confiance qu'il a dans son propre courage, & dans celui des Troupes qu'il commande.





LETTRE XXXI.

LE LORD N... A ANTOINE A...

QUAND TU T'ES CHARGÉ de donner des Loix à ton Pays, as-tu réfléchi sur l'étendue des obligations que tu contractois ? As-tu fait attention combien la tâche que tu t'imposois étoit pénible ?

Quoique ta Nation ne soit plus dans l'enfance, elle est cependant encore susceptible de recevoir les meilleures Loix possibles.

Prends garde de ressembler aux anciens Législateurs, qui presque tous, comme l'a remarqué le célèbre Montesquieu (1), ont négligé l'ensemble de leur ouvrage, pour ne s'occuper que de détails inutiles.

Lorsqu'on examine de près leurs institutions, on

(1) *La plupart des Législateurs n'ont consulté que leurs préjugés & leurs fantaisies. Ils ont trop donné dans les cas particuliers, ce qui marque un génie étroit, qui ne voit les choses que par partie, & n'embrasse rien d'une vue générale.*
Montesquieu, *Lettres Persanes*.

est tenté de croire qu'elles n'ont pas été faites pour tout un peuple.

Soit qu'ils aient anéanti toutes les Loix pour en former de nouvelles, ou qu'ils se soient contenté de réformer des abus, on s'apperçoit toujours que l'entreprise étoit au-dessus de leurs forces.

Leur esprit minutieux étoit tout au plus propre à tracer un plan de conduite pour de petites Sociétés, telles qu'ils s'en trouve quelquefois dans un État.

Si tu veux faire quelque chose de durable & t'élever au-dessus des Législateurs qui t'ont précédé, ne te contentes pas de te faire chérir par la race actuelle, c'est la bénédiction des siècles futurs que tu dois ambitionner.

Tu n'auras rempli que la plus petite partie de ton objet, mon Ami, si tu ne considères dans ton travail que le seul bonheur de tes Compatriotes. Tes regards doivent se porter plus loin que le terrain défriché par leur mains.

Jamais Législateur n'a été chargé d'une entreprise aussi grande que la tienne. Figures-toi que la liberté de presque la moitié du monde, est aujourd'hui confié à tes soins. Songes que toutes ces Hordes sauvages qui errent ça & là dans les déserts de l'Amérique, s'uniront un jour avec ta Nation. Il faut que cet événement entre dans la combinaison de tes Loix. Il dépend de toi de le hâter, ou de le retarder.

Pour peu que tu te trouves embarrassé sur quelque

108 LETT. D'UN MEMBRE DU CONGRES AMÉRIQUAIN,
point de la Législation, ouvre l'*Esprit des Loix*. De
tous les Livres qui ont traité de cette matière, je n'en
connois point qui puisse t'être plus utile. L'Auteur
immortel de ce grand ouvrage a connu mieux que
nous-mêmes notre propre constitution. Consultes-le
sur-tout sur ce qui regarde la distribution des pou-
voirs, & sur la manière d'accorder les Loix avec
les principes du Gouvernement.

F I N.



